

DIDOUCHE DÉVOILE LA STRATÉGIE DE SON SECTEUR ET ANNONCE

## L'Algérie table sur l'arrivée de 12 millions de touristes d'ici 2030

L'Algérie veut capter plus de touristes étrangers. Elle table sur l'arrivée de 12 millions de touristes à horizon 2030. L'annonce a été faite, hier à Alger, par le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, en faisant savoir que la stratégie mise en place par son secteur commence à donner ses fruits. P 3



ÉLECTRIFICATION,  
HYDROCARBURES

### L'Algérie disposée à accompagner la République du Congo

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab a rencontré, mardi à Brazzaville (République du Congo), le ministre congolais de l'Énergie et de l'Hydraulique, Emile Ouosso, avec lequel il a examiné les opportunités de développer les relations de coopération dans les domaines de la production et du transfert de l'électricité et de la formation, a indiqué un communiqué du ministère.

P 3

THE PANAFRICAN FOOD DEBATE - ALGIERS EDITION

### Plaidoyer pour l'encouragement de l'entrepreneuriat et l'innovation

Des experts et universitaires africains ont plaidé, mardi à Alger, pour l'encouragement de l'entrepreneuriat et l'innovation dans le secteur de l'Agriculture en Afrique, permettant de tracer la voie vers la sécurité alimentaire du continent. Ils s'exprimaient lors de la Conférence panafricaine sur le débat alimentaire (The Panafrikan Food debate - Algiers Edition), réunissant des experts africains pour discuter des solutions aux défis des changements climatiques et la sécurité alimentaire de la région, organisée dans le cadre de la 22e édition du Salon international de l'agriculture de l'élevage et de l'Agro-industrie "SIPSA-FILAHA" (20 au 23 mai courant).

P 3

AGRICULTURE

### Lancement du nouveau dispositif d'intégration du lait cru demi écrémé

Le ministre de l'Agriculture et le Développement rural, Youcef Cherfa a supervisé, hier depuis Boumerdès le lancement du nouveau dispositif d'intégration du lait cru demi écrémé. M. Cherfa a donné le coup d'envoi officiel de la mise en service de ce nouveau système au niveau de la laiterie et fromagerie de Boudouaou, en présence de la présidente directrice générale (PDG) du Groupe public de lait "Giplait", Samah Lahlouh, et des représentants des ministères des Finances et du Commerce.

P 2

**Afrika**<sup>®</sup>  
**AgroFood**  
SALON INTERNATIONAL DE L'AGROALIMENTAIRE  
ET DE L'AGRO-INDUSTRIE EN AFRIQUE

**20 > 23 MAI 2024**

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

COÏNCIDE AVEC

**SIPSA**<sup>®</sup>  
**FILAHA**  
SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,  
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

**DJAZAQUA**<sup>®</sup>  
SALON DE LA PÊCHE DURABLE &  
DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES

## AGRICULTURE

**Lancement du nouveau dispositif d'intégration du lait cru demi écrémé**

Le ministre de l'Agriculture et le Développement rural, Youcef Cherfa a supervisé, hier depuis Boumerdès le lancement du nouveau dispositif d'intégration du lait cru demi écrémé. M. Cherfa a donné le coup d'envoi officiel de la mise en service de ce nouveau système au niveau de la laiterie et fromagerie de Boudouaou, en présence de la présidente directrice générale (PDG) du Groupe public de lait "Giplait", Samah Lahlouh, et des représentants des ministères des Finances et du Commerce. Dans une allocution prononcée à l'occasion, le ministre de l'Agriculture a précisé que le nouveau dispositif de production et de commercialisation du lait cru pasteurisé, demi écrémé subventionné et conditionné en sachets, permettra de satisfaire les besoins des citoyens en cette matière vitale grâce à "une production entièrement nationale tout en assurant la commercialisation de la quantité produite à l'effet de couvrir les besoins du marché". Le nouveau dispositif permettra également de relancer la filière laitière dans l'ambition de réaliser un bond qualitatif en la matière, et de réduire, ainsi, la facture d'importation, tout en préservant le pouvoir d'achat du citoyen, a-t-il soutenu. Initiée par le groupe Giplait sous la supervision du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, cette mesure concernant le lait cru se veut un nouveau jalon dans le processus de réalisation de l'autosuffisance en cette matière. Il a, également, ajouté que ce nouveau système sera "lancé et généralisé progressivement" à toutes les unités de production du groupe "Giplait" réparties sur le territoire nationale, soulignant que "la voie sera ouverte à tous les acteurs désirant y adhérer". De son côté, la PDG du groupe "Giplait" a mis en avant l'importance de ce nouveau système, qui permettra de commercialiser un lait frais produit localement à un prix réglementé, soit le même prix du lait pasteurisé produit à base de poudre de lait importée, a-t-elle dit, relevant que cette opération "permettra de réduire la subvention de cette matière nécessaire de 18,28 DA en faveur du produit local". Le Groupe "ouvrera, dans une première étape, à commercialiser près de 130 millions litres chaque année" a ajouté la même responsable, précisant que cette quantité "devrait augmenter exponentiellement de manière progressive". Ce système visant la production d'un lait subventionné demi écrémé à 25 DA/litres, tend à augmenter le taux de collecte et de production et à valoriser et à redynamiser la production laitière locale tout en approvisionnant le marché en un nouveau produit subventionné et réaliser, ainsi, un excédent en matière grasse.

RE

## DIDOUCHE DÉVOILE LA STRATÉGIE DE SON SECTEUR ET ANNONCE :

**L'Algérie table sur l'arrivée de 12 millions de touristes d'ici 2030**

*L'Algérie veut capter plus de touristes étrangers. Elle table sur l'arrivée de 12 millions de touristes à horizon 2030. L'annonce a été faite, hier à Alger, par le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, en faisant savoir que la stratégie mise en place par son secteur commence à donner ses fruits.*

Par Zahir R.

Le nombre de touristes est en nette progression. Chiffres à l'appui : 3,3 millions de touristes ont été enregistrés en 2023, dont 2,2 millions touristes étrangers et 1,1 million Algériens établis à l'étranger. Rien que pour le premier trimestre de 2024, 800 000 touristes étrangers ont déjà visité l'Algérie, ajoute le ministre qui s'exprimait au «Forum d'El Moudjahid». « Nous attendons à un afflux important de touristes étrangers au courant de cette année et pour les années prochaines également », a souligné Didouche qui a rappelé que le gouvernement a adopté une nouvelle stratégie visant à la promotion de la «destination Algérie», en accordant une grande importance au tourisme intérieur. Ce dernier est l'une des priorités du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, sans toutefois négliger le tourisme externe. En effet, le ministère veut maintenir cette dynamique en la renforçant davantage par la concrétisation de nouveaux projets touristiques. «Pas moins de 2200 projets sont enregistrés, dont 800 en cours de réalisation. Le but est d'augmenter les capacités d'accueils qui restent en-deca de la demande», affirme-t-il.

Selon les précisions du ministre, entre 50 à 60 hôtels et complexes touristiques sont

réceptionnés annuellement, soit une capacité supplémentaire de 6000 lits/an. « Ceci va nous permettra d'augmenter notre capacité d'accueils et de répondre à la forte demande », souligne-t-il, en indiquant que l'ambition de son secteur est d'atteindre 12 millions de touristes/an à l'horizon 2030 et l'augmentation de la contribution du tourisme au PIB à entre 5 et 6%. « Nous sommes entrain de travailler afin d'atteindre les objectifs fixés pour le schéma directeur à l'horizon 2030. Nous sommes entrain de mettre en place des politiques d'amélioration de services, d'augmentation du nombre de structures d'accueils, d'investissement et la promotion de l'image de l'Algérie », détaille-t-il, en notant que le secteur ne contribue qu'à 2%.

En 2023, le secteur touristique n'a contribué qu'avec 1,6 milliard de dollars au Trésor public. Un montant calculé sur la base qu'un touriste débourse 500 dollars, indique le ministre. Pour atteindre les objectifs fixés par le schéma directeur, le ministère accorde une grande importance à la promotion de l'image de l'Algérie à l'étranger. Des actions sont menées par l'ONAT et Tours opérateurs aux niveaux des foires et expositions à l'étranger. «Nous assistons à toutes les manifestations internationales afin de présenter nos produits touristiques notamment celui sa-

harien dont nous n'avons pas de concurrents et thermes. Uniquement pour ce dernier, nous avons enregistré 80 projets d'investissements, dont 20 en cours de réalisations. Nous tablons sur le tourisme saharien et thermal pour capter plus de touristes étrangers », indique-t-il, en précisant que dans sa stratégie, l'Algérie cible les marchés traditionnels de l'Europe comme la France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie, et également les marchés lointains comme celui de la Chine et la Russie. « Nous régissons en tant que commerçants et nous ciblons les marchés prometteur et fidèle. Les résultats sont palpables », explique le ministre Mokhtar Didouche. Il a noté au passage que la promotion du tourisme est l'affaire de tous le monde et pas uniquement de celui du tourisme. Pour lui, tous les secteurs doivent s'impliquer. Concernant la disponibilité du foncier, le ministre a précisé que cette contrainte ne se posait pas désormais. «Nous avons 249 zones d'expansion touristiques (ZET), dont 79 en cours d'aménagement et 50 d'entre elles seront mises incessamment à la disposition de l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI) pour les octroyer aux investisseurs », précise Didouche, en notant que le foncier touristique est à l'abri et qu'il n'y aura plus de projets urbains aux niveaux de ces zones.

## TRANSPORT

**Le projet d'extension de l'aérogare de Béjaïa réceptionné**

Le projet d'extension de l'aérogare de Béjaïa "Abane Ramdane-Soummam", a été réceptionné mardi en présence du ministre des Transports, Mohamed El-Habib Zahana. Inaugurée par le ministre, la partie de l'agrandissement de l'aérogare de Béjaïa a augmenté ses capacités d'accueil, et lui permet désormais des prestations et des services plus relevés à ses passagers grâce à de nouveaux équipements plus adaptés autant en terme de sécurité que de confort, selon les explications fournies sur place. L'infrastructure globale qui traitait quelque 300.000 passagers, en réseau domestique et à l'international, va pouvoir envisager un achalandage plus important, notamment à l'international, à la

faveur de l'amélioration de son aire d'enregistrement et des points de contrôle ainsi que de la zone des douanes et de son système de traitement des bagages. M. Zahana qui s'est fortement intéressé au système de gestion numérisée adopté et aux plateformes développées à ce titre, a insisté sur les performances à atteindre pour faire de cet aéroport un "modèle" à tout point de vue.

Par ailleurs, le ministre s'est enquis lors de sa visite, de la gestion du port de Béjaïa, de son évolution et des efforts qui restent à fournir pour en faire un équipement exemplaire. Il a souligné que les temps d'attente en rade ou à quai des navires, le transbordement des conteneurs de la pla-

teforme vers l'extérieur, "restent à parfaire", invitant tous les acteurs locaux, notamment les opérateurs économiques, l'entreprise du port et les douanes, à se "déclouonner" et à "fédérer leurs énergies pour plus de performances". M. Zahana a, néanmoins, salué les progrès réalisés en terme de numérisation de la gestion du port. Le ministre a également inspecté des structures relevant de son département, notamment la gare maritime, le terminal à conteneur, relevant du port de Béjaïa, l'Inspection régionale des douanes, et le Centre de formation de BMT (Béjaïa méditerranéen terminal) qui assure des formations d'excellence dans les domaines de gestion maritime.

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
EcoEdité par la  
SARLLes enjeux Eco  
Tel: 06 98165554**Gérant**  
Belmihoub  
AbdelazizDirecteur de  
publication  
Radji Zahir**Siège social**  
03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.comccb : BDL 005  
00170000003889 09**Impression**  
Centre : SIA**Distribution**  
Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77  
E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

L'ANNÉE 2024 SERA ÉCONOMIQUE

# Le pari réussi de l'Algérie

Un des projets phares du président de la République, le redressement de l'économie nationale est désormais sur les rails. 2024 devrait constituer celui de son aboutissement. Les contours du nouveau modèle économique continuent de se dessiner. Ils s'éclaircissent et prennent forme à la faveur de nombreux projets de développement lancés et d'autres au programme, pour cette année qui sera résolument «économique».

Par Réda Hadi

L'environnement général de l'économie nationale est positif, en constante évolution et est devenu plus attractif pour les pôles industriels et économiques régionaux et internationaux, qu'ils soient issus des pays de l'Union européenne, de Turquie ou de Chine. En un mot, l'Algérie attire de plus en plus, et beaucoup assurent que ça se bouscule au portillon. En effet, en optant pour de grands projets structurants tout en assouplissant sa législation en matière d'investissement, l'Algérie aura réussi son pari. Nul ne peut assurer le contraire, et des économistes algériens, sont unanimes à dire que la « machine Algérie » est lancée. Il en est ainsi de Abderrahmane Hadeff, consultant et expert en géo économie, qui s'est exprimé chez nos confrères de la radio nationale, et qui assure que l'Algérie connaît aujourd'hui un nouveau dynamisme économique dû aux prémices des réformes en cours depuis trois ans et qui sont en cours. Et de poursuivre : « La diversification de l'économie nationale et la sortie de la dépendance absolue aux carburants constituent un pari de taille que les plus hautes autorités du pays s'efforcent de relever dans le but de construire un nouveau modèle économique durable en instaurant un climat juridique qui encourage tous les acteurs et partenaires de l'intérieur et de l'extérieur du pays pour s'engager dans le domaine économique et investir dans une atmosphère de confiance et de repos.

Ce n'est pas tout. Avec ses potentialités et les diverses opportunités d'investissement, l'Algérie est de plus en plus attractive. Des

pays comme les Etats-Unis, d'habitude intéressés seulement par le secteur des hydrocarbures, commencent à entrevoir des possibilités d'investissement dans d'autres domaines «rentables».

Beaucoup de pays, outre les USA, cherchent à établir des relations économiques, dans tous les domaines, qu'ils soient de l'UE, de l'extrême orient, et même d'Amérique du Sud, mais, pour M Hadeff « Aujourd'hui, nous devons améliorer le produit national et nous concentrer davantage sur la promotion et la stimulation des exportations nationales au lieu de compter uniquement sur les importations. La légalisation des opérations d'importation n'est pas une procédure bureaucratique, mais plutôt un processus réglementaire nécessaire pour protéger le l'économie et le produit national. »

Pour lui, « Aujourd'hui, nous devons améliorer le produit national et nous concentrer davantage sur la promotion et la stimulation des exportations nationales au lieu de compter uniquement sur les importations. La légalisation des opérations d'importation n'est pas une procédure bureaucratique, mais plutôt un processus réglementaire nécessaire pour protéger le l'économie et le produit national.»

Beaucoup ont salué la nouvelle approche de l'Algérie dans ses relations de partenariats, avec ses nouveaux partenaires, et saluent les différentes discussions engagées d'égal à égal, à l'instar du partenariat avec l'Union européenne.

En effet, à ce chapitre, l'expert Hadeff a estimé qu'"il est temps de passer à une nouvelle phase de coopération et de partenariat, étant donné que l'Algérie et l'Union européenne partagent les mêmes défis, et

que le plus important est d'apporter des solutions réelles". Et de parler, des investissements directs pour partager les bénéfices au lieu de l'ancienne approche basée sur les échanges commerciaux.

Poursuivant son idée, il assure qu'« Il existe aujourd'hui une grande concurrence sur les marchés régionaux et internationaux et l'Algérie a besoin d'accéder à ces marchés. Cet objectif ne pourra être atteint qu'en augmentant la compétitivité du produit national. Les institutions nationales n'ont d'autre choix que de conclure des partenariats productifs et dynamiques avec les grands pôles économiques, notamment dans le domaine des technologies modernes, pour assurer la naissance de... « Un produit national compétitif et exportable ».

Ce qui est certain, c'est que l'Algérie est devenue une nouvelle destination pour les investissements étrangers, arabes et africains entre autres, d'autant plus qu'elle est un espace attractif pour des partenariats productifs fructueux et reflète la volonté de l'Algérie de développer l'activité de l'exportation.

L'Occident n'est pas le seul à vouloir s'engager avec l'Algérie. D'autres pays, aussi puissants que la Russie, la Chine et la Turquie affichent clairement leurs ambitions et n'hésitent pas à évoquer le transfert de technologie. Les pays des BRICS considèrent d'ores et déjà l'Algérie comme un pôle incontournable de croissance et une puissance relais dans le cadre de la gouvernance multilatérale du monde qui se dessine ces dernières années. Le décor est ainsi planté. L'économie du pays se place sur une trajectoire de relance tous azimuts et dans tous les secteurs.

ÉLECTRIFICATION,  
HYDROCARBURES

## L'Algérie disposée à accompagner la République du Congo

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a rencontré, mardi à Brazzaville (République du Congo), le ministre congolais de l'Energie et de l'Hydraulique, Emile Ouosso, avec lequel il a examiné les opportunités de développer les relations de coopération dans les domaines de la production et du transfert de l'électricité et de la formation, a indiqué un communiqué du ministère. La rencontre qui s'inscrit dans le cadre de la visite qu'effectue M. Arkab à la République du Congo (du 20 au 22 mai), s'est déroulée en présence du PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, du PDG de Sonelgaz, Mourad Adjal, du président de l'Agence nationale des activités minières (ANAM), Mourad Hanifi et du Directeur général de l'Institut algérien du pétrole (IAP) et de cadres des deux ministères, a ajouté la même source. Les deux parties se sont félicitées du "niveau des relations unissant les deux pays en réponse à la volonté des dirigeants des deux pays", précise le communiqué, ajoutant que les deux ministres "ont passé en revue les voies et moyens de développer les relations de coopération dans les domaines de la production, du transfert, de la transformation et de la distribution de l'électricité en sus de la maintenance et de la production d'équipements électriques et de formation". Dans ce sillage, M. Arkab s'est dit satisfait de la convergence des vues des deux pays concernant le développement économique durable, affichant "la disponibilité de l'Algérie à accompagner la République du Congo dans ses projets électrique à travers le groupe Sonelgaz, tout en œuvrant à transférer le savoir-faire et l'expérience en termes d'ingénierie, d'études et de développement des réseaux électriques et des énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire", lit-ton dans le document.

Les deux parties, poursuit le ministère, ont évoqué «les différents domaines susceptibles de renforcer les relations de coopération, les investissements, l'échange d'expériences et le développement des solutions aux préoccupations communes, notamment entre le groupe Sonelgaz et la Société congolaise d'électricité (SNEL)». Dans le domaine des hydrocarbures, Arkab a discuté avec son homologue congolais de l'expertise que peut apporter l'Algérie en termes de recherche, d'exploration des hydrocarbures, de développement des gisements, de raffinage, de transport de gaz et gaz liquéfié, outre le transport et la distribution des produits pétroliers ainsi que le volt organisationnel. Il a affirmé que « l'Algérie est prête à apporter son appui à la République du Congo à travers la formation et le transfert de son savoir-faire et de son expertise dans le domaine des hydrocarbures, en réponse aux aspirations des deux peuples amis et en application des orientations des dirigeants des deux pays, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et son frère le Président M. Denis Sassou-Nguesso ». Les deux ministres ont salué les efforts communs dans le cadre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de l'Organisation africaine des pays producteurs de pétrole (APPO), précise le communiqué.

THE PANAFRICAN FOOD DEBATE - ALGIERS EDITION

## Plaidoyer pour l'encouragement de l'entrepreneuriat et l'innovation

Des experts et universitaires africains ont plaidé, mardi à Alger, pour l'encouragement de l'entrepreneuriat et l'innovation dans le secteur de l'Agriculture en Afrique, permettant de tracer la voie vers la sécurité alimentaire du continent. Ils s'exprimaient lors de la Conférence panafricaine sur le débat alimentaire (The Panafrican Food debate - Algiers Edition), réunissant des experts africains pour discuter des solutions aux défis des changements climatiques et la sécurité alimentaire de la région, organisée dans le cadre de la 22e édition du Salon international de l'agriculture de l'élevage et de l'Agro-industrie "SIPSA-FILAHA" (20 au 23 mai courant). A cet effet, Dr Halima Oumarou, de l'Université Abdou Moumouni du Niger a estimé que «l'encouragement et l'orientation des jeunes vers l'entrepreneuriat agricole est capital pour garantir la sécurité alimentaire», assurant que «les jeunes peuvent stimuler la croissance économique, réhabiliter les métiers de la terre et réduire la pauvreté en

Afrique». L'universitaire a également appelé à assurer à ces jeunes des formations et des programmes de soutien financier afin de contribuer à renforcer la résilience des systèmes alimentaires du continent et créer des emplois durables. Assurant que la femme paysanne appuie la sécurité alimentaire dans beaucoup de pays africains, le président de l'Union interprofessionnelle des semences du Sénégal, Thiam Modou, a appelé, pour sa part, à appuyer l'apport des femmes dans le secteur agricole, préconisant leur accompagnement dans le développement de leurs petites exploitations à travers un soutien financier. De son côté, le membre de l'Académie d'agriculture de France, Omar Besdouf, a souligné l'importance de l'orientation des politiques publiques, dans des pays africains, en faveur de l'entrepreneuriat et l'innovation, à travers l'intégration des petits exploitants sur le marché et leur faciliter l'accès aux technologies numériques pour renforcer le secteur. Quant à la représentante de la FAO en Algérie, Irina Buttoud,

elle a évoqué les défis de la sécurité alimentaire en Afrique, notamment le stress hydrique, appelant à conjuguer les efforts et augmenter l'échange commercial inter-africain pour réduire son impact. Intervenant à la même occasion, la Commissaire à l'agriculture, au développement rural, à l'économie bleue et à l'environnement durable de l'Union Africaine (UA), Mme Josefa Sacko, a mis en avant la nécessité d'établir des programmes et construire des projets de développement pratiques, au niveau régional et sous régional, pour renforcer la sécurité alimentaire, permettant de promouvoir la prospérité dans les pays du continent. Plusieurs délégations de pays africains, notamment du Burkina Faso, Mali, Sénégal, Mauritanie, Niger, République arabe sahraouie démocratique (RASD) et Côte d'Ivoire participent à cette conférence africaine qui devra être clôturée par l'adoption de la Déclaration d'Alger et l'annonce de l'instauration permanente du Panafrican Food Debate.

R E.

R E.

## MONNAIES

## Le yen continue sa glissade

Le yen continuait à s'éroder, lundi, en particulier face à l'euro, malgré un bond des taux obligataires japonais, sur fond de possible resserrement monétaire. Vers 19H00 GMT, la devise nipponne perdait 0,33% face à la monnaie unique, à 169,77 yens pour un euro, non loin du plancher de 31 ans atteint fin avril. La monnaie japonaise cédait aussi 0,40% face celle des Etats-Unis, à 156,26 yens pour un dollar. Le yen n'a pas profité de l'accélération du rendement des emprunts d'Etat japonais à 10 ans qui, à 0,981%, a enregistré lundi un sommet inédit depuis quasiment onze ans.

## PÉTROLE

## Le Brent fléchit à 83,23 dollars

Les prix du pétrole baissaient mardi, les investisseurs se concentrant sur l'absence de ruptures d'approvisionnement et des interventions de vice-présidents de la Fed. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet cédait 0,57% à 83,23 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en juin, dont c'est le dernier jour de cotation, perdait 0,58% à 79,34 dollars. Malgré les risques géopolitiques, "il n'y a pas de signes immédiats de perturbation de l'approvisionnement en pétrole", indiquent des analystes, ajoutant que la production américaine record est également pointée du doigt comme un des facteurs qui empêchent le brut de renouer avec les gains. En parallèle, deux vice-présidents de la Fed ont répété lundi que les taux d'intérêt resteront élevés plus longtemps que prévu aux Etats-Unis après un rebond de l'inflation début 2024 qui les pousse à une approche prudente.

## STOCKAGE DE CÉRÉALES

## Vers le raccordement de 16 silos au réseau ferroviaire

L'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) s'appête à lancer un nouveau programme de raccordement de 16 silos de stockage de céréales au réseau ferroviaire, a indiqué lundi à Alger, le Directeur général de l'ANESRIF, Azzedine Fridi.

Invité du Forum de la Radio algérienne, M. Fridi a précisé que "dans le cadre de la contribution à la concrétisation de la stratégie nationale visant à accroître les capacités de stockage et de transport des céréales, l'ANESRIF lancera un programme pour le raccordement de 16 silos de stockage de céréales au réseau ferroviaire, et les études y afférentes seront lancées prochainement".

Cette initiative s'ajoute au programme d'urgence mis en œuvre par l'agence, re-

latif au raccordement de sept (7) silos en béton armé relevant de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) au réseau ferroviaire.

A cet égard, M. Fridi a affirmé que l'agence avait achevé la réalisation de trois projets de raccordement des silos en béton au réseau national ferroviaire, situés respectivement à El Khroub (Constantine), Bouchegouf (Guelma) et Bazoul (Jijel), tandis que les travaux de raccordement de deux autres silos débuteront prochainement suite au lancement de l'appel d'offres y afférent.

Par ailleurs, le premier responsable de l'agence a mis en avant les "avancées notables" enregistrées par le programme national de développement des lignes ferroviaires ces dernières années, soulignant que les hautes autorités du pays ont décidé d'accorder une priorité abso-

lue à ce mode de transport, précisant qu'à l'heure actuelle, 4730 km sont exploités, contre 2774 km en cours de réalisation et 6000 km en cours d'étude.

Evoquant les projets stratégiques du secteur, M. Fridi a affirmé que plusieurs investissements avaient été lancés ces derniers mois en vue de développer les infrastructures du pays et d'accompagner les grands projets structurants, conformément aux instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Il s'agit en particulier du projet de réalisation de la nouvelle ligne minière reliant Béchar-Tindouf-Gara Djebilet sur une distance de 950 km. Cette ligne qui permettra à l'avenir de transporter 50 millions de tonnes de minerais de fer, est actuellement en cours de réalisation et sera livrée dans les délais impartis, a-t-il dit.

## USINE FIAT

## Ouverture prochaine de la deuxième ligne de production

La deuxième ligne de production automatique de l'usine automobile Fiat d'Oran devrait ouvrir fin juin prochain, ce qui permettra d'augmenter la capacité de production à 60 000 voitures par an. C'est ce que le Chef exécutif de la wilaya d'Oran, Saïd Sayoud, a annoncé lors de la première session ordinaire de l'Assemblée populaire de la wilaya.

Il a précisé que cette usine, située dans la zone industrielle de Tafraoui, était en train de réaliser d'autres investissements qui augmenteront progressivement la production dans les années à venir. M. Sayoud a également évoqué lors de cette séance une présentation des différentes réalisations réalisées par la wilaya d'Oran

ces dernières années dans les domaines de l'habitat, des projets urbains, de la santé, de l'éducation, des ressources en eau, des postes, des télécommunications, des transports, de la pêche, de l'énergie et de l'agriculture.

Dans un autre contexte, s'agissant du dossier environnemental, le wali a expliqué qu'un budget estimé à plus de 100 millions de dirhams a été alloué pour préparer le lac « Dayet Marsli », notant que ce projet aura un impact important sur la beauté du paysage dans cette ré-

gion. Il a également passé en revue tous les projets dont la wilaya a bénéficié ces dernières années, tels que la station de dessalement de l'eau de mer de Ras El Abyad, qui sera réceptionnée à la fin de cette année, ainsi que pénétrente reliant le port d'Oran à l'autoroute, qui sera achevée fin juin prochain. Cinq hôpitaux ont également été reçus, situés à Bakdil, Al-Nadjma (Sidi Al-Chahmi), El-Karma, l'hôpital d'urgence de Ouadi Tlilat, l'hôpital des brûlés et d'autres projets.

## Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات  
MINISTÈRE DU COMMERCE  
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 21 ماي 2024  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 21 mai 2024

Produits	Prix du détail <sup>1</sup> DA / Kg			المنتجات	
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	80	92	68	البطاطا
	Tomate	74	86	63	الطماطم
	Oignon sec	97	107	87	البصل الجاف
	Ail sec	426	483	369	الثوم الجاف
	Ail vert	105	120	91	الثوم الأخضر
	Carotte	71	79	63	الجزر
	Navet	93	104	83	لفت
	Petit pois	238	263	214	الجلبانية
	Fève verte	110	123	97	المول الأخضر
	Courgette	95	107	84	الكوسة
Fruits frais	Haricot vert	273	297	248	الفصولياء الخضراء
	Laitue	117	132	103	الخس
	Pomme locale	468	593	343	التفاح المحلي
	Datte	523	662	385	التمر
Produits d'origine animale	Orange	185	227	144	البرتقال
	Citron	158	175	141	الليمون
	Banane	395	409	382	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1684	1809	1558	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	376	390	362	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	100	105	94	حليب البقر (لتر)

VOLDS DE MATIÈRES NUCLÉAIRES  
L'AIEA appelle à la "vigilance"

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a appelé à la "vigilance" lundi contre le trafic et le vol de matières nucléaires (uranium, plutonium et thorium) et autres matières radioactives, afin d'éviter qu'elles "ne tombent entre de mauvaises mains". "La récurrence de ces incidents confirme la nécessité de faire preuve de vigilance et d'améliorer la surveillance pour contrôler, sécuriser et éliminer correctement les matières radioactives", a déclaré dans un communiqué Elena Buglova, responsable de la division sécurité nucléaire de l'instance onusienne. Depuis le début de la collecte de données en 1993, 145 Etats ont signalé 4.243 incidents à l'AIEA, dont 350 liés ou susceptibles d'être liés à un trafic ou à une utilisation malveillante (détention illégale, mise en vente et contrebande). C'est pendant le transport que se produisent plus de la moitié des vols. Les matières radioactives sont "particulièrement exposées aux menaces de sécurité au moment de leur transit", souligne Mme Buglova, appelant à "renforcer les mesures de sécurité". Mais la très grande majorité des problèmes constatés relèvent plutôt de la négligence, de la part d'individus utilisant et acheminant ces matières sans autorisation.

## Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

# Les FINTECHS en huit questions

Dans cette contribution, l'expert financier et ancien cadre supérieur de banque, en l'occurrence Rachid Sekkak, présentera les Fintechs, en répondant à huit questions.

Par RACHID SEKKAK (\*)

## Le concept Fintech est-il nouveau ?

Le concept de FINTECH n'est pas nouveau. Il date des années 90 avec l'essor d'internet puis la montée en puissance des Smartphones qui ont considérablement modifié la façon dont les clients interagissent avec la banque (le mobile banking) ou la compagnie d'assurance. En Algérie, le concept est devenu populaire avec la volonté politique depuis quelques années de promouvoir les start-up.

## Mais qui sont ces nouveaux entrants dans l'industrie financière ?

Tout d'abord, il faut relever que leur ADN est technologique. Le terme FINTECH provient de la contraction des mots finance et technologie. Il fait référence à des entreprises, les start-up technologiques qui utilisent les nouvelles technologies pour modifier, améliorer, concurrencer les prestations traditionnelles du secteur financier (banque et assurance). Pour résumer et faire simple, la FINTECH c'est une nouvelle manière de faire de la finance.

## Quels sont les principaux éléments du contexte qui expliquent l'émergence rapide des FINTECHS

Nous sommes d'abord au cœur de la révolution digitale et de la technologie numérique. La technologie numérique qui permet de codifier l'information (0-1), de la stocker et de la faire circuler à grande vitesse. Le digital qui se traduit pas un accès instantané à l'information ...partout dans le monde, auxquelles se combine une utilisation intensive de nouvelles technologies touchant notamment le stockage et la gestion des données :

- L'intelligence artificielle (IA) qui au travers d'algorithmes permet de traiter de grandes quantités de données en temps réel
- La Blockchain
- Le Cloud Computing
- Le BIG data

Le cocktail magique des FINTECHS : internet + intelligence artificielle + processus de décentralisation. Certains affirment aussi qu'une certaine défiance vis-à-vis des banques a émergé à la suite de la crise des subprimes a favorisé l'accélération de la montée en cadence des FINTECHS ?

## Quels sont les avantages potentiels de la FINTECH ? On évoque souvent aujourd'hui l'amélioration des processus internes des banques, une meilleure automatisation et une meilleure gestion des risques ?

Sans vouloir être exhaustif car il serait difficile et prétentieux de l'être, les champs d'intervention et de contribution potentiels de la FINTECH se situent en gros à deux niveaux :

- L'amélioration de l'interface-expérience- satisfaction client



- L'amélioration des processus internes en vue de réaliser des gains de productivité : efficacité, moindre coût et maîtrise des risques

Le premier volet vise à mieux répondre aux besoins des clients et des prospects des banques et des assurances et à rendre les services plus accessibles : nous sommes dans la problématique d'un accès plus large et plus convivial aux services financiers

Le second volet s'intéresse à plusieurs éléments :

- La réduction des coûts des back offices (la tuyauterie des banques) notamment grâce à une automatisation des processus.
- C'est le volet gains de productivité
- L'amélioration des processus internes de décision

- Une meilleure gestion des risques notamment de crédit et de fraude,
- A veiller à la conformité réglementaire et à une amélioration de la recherche

A noter qu'en amont et au préalable de gros investissements informatiques de mise à niveau sont indispensables dans les banques en vue de pouvoir absorber ce flux d'amélioration technologique. Un cadre institutionnel adéquat doit être là ! Et il n'est malheureusement pas toujours en place.

## Est-ce que nos start-up locales utilisent réellement la technologie pour repenser les services financiers et bancaires en Algérie ?

Chez nous actuellement on observe un focus important sur le premier volet évoqué plus haut notamment sur les services de paiement. C'est un peu dommage car le potentiel et les besoins sur le second volet sont énormes. Mais cela va évoluer

## La relation entre les banques et les FINTECHS ? Sont-elles finalement plutôt concurrentes ou partenaires en Algérie ?

La FINTECH a souvent été perçue comme un concurrent des banques. Un

peu partout dans le monde on a pu observer que la FINTECH a bousculé les banques qui ont du adapter leurs business models et innover. En face de ce contexte concurrentiel les stratégies de réponse des banques se sont articulées autour de deux axes :

- Une acquisition des FINTECHS
  - Une coopération et des partenariats
- Chez nous, les besoins de modernisation du secteur bancaire et financier sont énormes et les moyens financiers dont disposent les FINTECHS sont limités pour faire face à des coûts et à des investissements importants et donc à une rentabilité longue.
- Pour être pérenne une FINTECH ne doit pas se limiter au développement d'une simple application mais disposer aussi d'un cadre institutionnel interne et de moyens techniques adéquats pour assurer notamment la maintenance des opérations et la sécurité des données.

De plus pour survivre la FINTECH doit disposer d'un marché. Le succès ne se limite pas à un succès économique .....il doit aussi être un succès commercial ... ..C'est un peu la carence actuelle de beaucoup de nos jeunes pousses locales Aussi une relation de partenariat et une approche collaborative qui conjugue l'expertise technique des FINTECHS aux ressources nécessaires des banques me semble la plus appropriée. Les deux institutions sont en effet totalement complémentaires

## On avance souvent que l'avènement des FINTECHS est accompagné de nouveaux risques ? De quoi parle-t-on au juste ?

Effectivement les FINTECHS sont aussi un défi pour les régulateurs dans la surveillance des transactions car elles sont porteuses de nouveaux risques

On peut relever, encore une fois sans être exhaustif :

- Les risques liés à la cybercriminalité
- Les services de la FINTECH sont largement offerts via internet. La sécurité des

données sensibles et le risque de piratage sont des sujets de préoccupation. Le risque d'interruption du service associé aux cyberattaques est aussi bien réel. Les risques liés à l'argent occulte ou les questions liées au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme. Un potentiel risque systémique plus lointain si les montants transigés au travers des FINTECHS devenaient chez nous importants. Dans ce cadre, il faudra trouver un juste milieu entre la nécessité de gérer ces nouveaux risques et de protéger les déposants tout en ne tuant pas l'innovation. Cela ne sera pas facile. Lors d'un récent échange sur les réseaux sociaux, un intervenant a proposé une " approche progressive et inclusive, favorisant l'expérimentation tout en encadrant les risques particulièrement en matière de sécurité des données ». Je partage cette sagesse.

## Quels sont les principaux challenges auxquels les FINTECHS actuellement en service doivent faire face ?

Le principal challenge réside dans le renforcement du cadre institutionnel. Quelques FINTECHS locales émergent mais elles ne saisissent pas toujours l'étendue du volet sécurité des données dans la durée. Notamment dans leur stockage. Cette contrainte n'est pas statique ni ponctuelle et il est indispensable de disposer d'une infrastructure sécurisée et de procédures rigoureuses. Au delà de ce volet, on néglige souvent les volets support, maintenance, traitements des relations clients et comptabilité. Tout cela demande une grosse équipe technique dédiée et bien formée qui n'est pas là ou insuffisamment là. Attention il ne faut pas uniquement penser au développement d'applications ... ..ce n'est que le début de la route .....Le travail de la cigale .....mais attention la fourmi doit être là et le chemin sera long. Il en va de la sécurité globale du pays et de la protection des utilisateurs.

(\*) Ancien cadre supérieur de banque

DJELFA

## Forte adhésion des agriculteurs au Recensement général de l'agriculture

Le Recensement général de l'agriculture (RGA), lancé dimanche à Djelfa, à l'instar des autres wilayas du pays, a été marqué par une forte adhésion des agriculteurs, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

"La première journée de cette opération, visant à connaître les capacités nationales du secteur et à en déterminer les besoins en vue de la prise de décisions fondées sur des données scientifiques fiables, a été marquée par une forte adhésion des agriculteurs, qui se sont montrés très coopératifs avec les agents chargés du recensement", a indiqué à l'APS, le directeur des services agricoles, Mohamed Benabdallah Bensalem, en marge de sa supervision du déroulement de cette opération dans la commune d'Ain Ibel.

Il a souligné la mobilisation, pour les besoins du RGA, de 87 agents recenseurs chargés de la collecte de données à travers 234 zones statistiques, englobant 19.636 exploitations agricoles.

La DSA a mobilisé tous les moyens nécessaires pour la réussite de cette opération, dont les moyens de transport pour assurer les déplacements des agents recenseurs à travers les 36 communes de la wilaya, afin de collecter des données qui permettront aux pouvoirs publics de tracer une stratégie pour le secteur basée sur des informations précises et réelles, a ajouté le même responsable.

Le RGA a été lancé à Djelfa à partir d'Ain Ibel, une des six communes sélectionnées en février dernier, au niveau national, pour la réalisation d'une opération de recensement pilote.

Dans leurs déclarations à l'APS, de nombreux agriculteurs de cette localité ont loué les mérites de ce recensement, estimant qu'il est "une opportunité pour les écouter et connaître leurs préoccupations".

Le wali de Djelfa, Ammar Benssaâd, qui a donné, hier dimanche, le coup d'envoi de l'opération, a instruit les agents en charge de ce recensement d'être rigoureux et précis dans la collecte de données relatives aux capacités du secteur agricole, en termes de répartition géographique, cultures, exploitation des terres et ressource animale, entre autres.

TIZI-OUZOU

# Rencontre de vulgarisation de la nouvelle loi contre le faux et l'usage de faux

Une journée d'étude et de vulgarisation de la nouvelle loi 02-24 du 26 février 2024 relative à la lutte contre le faux et de l'usage de faux, a été organisée lundi à Tizi-Ouzou par la cour de justice locale en collaboration avec la wilaya.

L'objectif de cette rencontre organisée aux profits des magistrats, des éléments de la police judiciaire, des services de sécurité et des administrateurs locaux, est de leur permettre de se familiariser avec les dispositions de la nouvelle loi.

Adoptée en février dernier, la loi relative à la lutte contre le faux et l'usage de faux vient "consolider le principe de moralisation de la vie publique et l'élimination de toutes pratiques frauduleuses qui ont proliféré jusqu'à prendre des proportions alarmantes", dira, dans son allocution, le wali, Djilali Doumi.

La nouvelle loi "définit avec davantage de précisions le délit de faux et d'usage de faux et apporte des mesures plus

coercitives contre ce phénomène qui s'est transformé en comportement social dangereux et vise à consolider la confiance entre l'Etat et le citoyen", a-t-il ajouté.

De son côté, le procureur général près la cour de Tizi-Ouzou, le juge Abdelkader Amrouche, a souligné l'importance de cette nouvelle loi de par les nouvelles mesures persuasives et coercitives qu'elle apporte à la lutte contre le faux et l'usage de faux qui prend de l'ampleur et se renforce avec l'évolution des moyens technologiques.

"Les infractions liées au faux et l'usage de faux ont connu, ces dernières années, une grande expansion en raison du développement technologique d'où l'impérative vigilance quant à leur utili-

sation", a-t-il relevé. Il a relevé également que la nouvelle loi prévoit des mesures répressives contre le trafic d'influence et contre toute utilisation de fausses informations pour bénéficier d'un quelconque bien ou privilège.

Au chapitre de la lutte contre la falsification des documents et certificats administratifs, le texte de la nouvelle loi prévoit dans son article 22 un emprisonnement de cinq (5) à sept (7) ans, assorti d'une amende allant de 500.000 à 700.000 DA pour quiconque contrefait, falsifie ou fait subir une altération à ces documents pour une fin quelconque.

Plusieurs questions sur des cas pratiques ont été, à l'occasion, soulevées par les participants à la rencontre.

AÏN TEMOUCHENT

## L'importance de l'utilisation des matériaux innovants pour réussir l'efficacité énergétique dans les constructions soulignée

Les participants à une journée d'étude, organisée lundi à l'Université "Belhadj Bouchaïb" d'Aïn Temouchent, ont mis l'accent sur l'importance de l'utilisation des matériaux innovants pour réussir l'efficacité énergétique dans les constructions.

Le directeur des activités sectorielles de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE), Kamel Dali, a rappelé la stratégie adoptée par l'Algérie, visant à impliquer l'ensemble des acteurs pour la réussite de l'efficacité énergétique, qui s'est traduite par l'adoption d'une feuille de route sectorielle visant à atteindre des objectifs économiques et environnementaux", citant dans cet ordre d'idées l'adoption par les collectivités locales de l'énergie solaire dans la réalisation de divers projets inhérents à l'éclairage public. Le même responsable a affirmé, par ailleurs, que "la commercialisation des matériaux assurant l'efficacité énergétique ne doit pas être circonscrite aux seuls grands centres urbains", ajoutant que pour s'adapter à cette démarche "le marché local est tenu de se mettre en phase avec cette nouvelle tendance, en assurant une production en mesure de répondre aux multiples demandes, notamment les matériaux de construction isolants et les divers équipements non énergétiques".

M.Dali, qui a mis en relief l'énorme po-

tentiel que recèle le pays dans le domaine énergétique a affirmé: "nous disposons d'une importante énergie solaire, qu'il faut adopter comme alternative au gaz naturel, notamment en ce qui concerne les panneaux solaires et les équipements de chauffage dans les constructions", estimant que cela "constitue une option importante susceptible d'économiser la consommation énergétique".

De son côté, le président de l'Université de Toronto (Canada), le professeur Mohamed Lachemi, dans son intervention lors de cette rencontre organisée sous le slogan "l'utilisation de produits innovants pour la réalisation d'une efficacité énergétique idéale", a déclaré qu'il "est impératif d'utiliser l'énergie de manière intelligente", soulignant que cette démarche est adoptée dans le domaine de l'habitat, où la tendance actuelle est axée principalement sur l'adoption des matériaux innovants se distinguant par leur efficacité énergétique, à travers l'utilisation de certains matériaux isolants.

Il a affirmé, d'autre part, que cet objectif nécessite, néanmoins, de "procéder à une sélection rigoureuse des matériaux de construction devant être utilisés". L'adoption des matériaux innovants à forte efficacité énergétique "revêt une importance économique, à travers la rationalisation de l'utilisation de l'énergie dans les constructions, outre sa di-

mension écologique, notamment pour ce qui concerne sa capacité à réduire les émanations de dioxyde de carbone", a précisé le même intervenant.

De son côté, la directrice de l'Institut de génie civile de l'Université "Belhadj Bouchaïb", Dr. Hafidha Maarouf, a déclaré que cette manifestation scientifique organisée à l'initiative du Laboratoire de recherche des équipements intelligents a été marquée par la participation d'enseignants, d'experts dans les spécialités du génie civile et de l'énergie nationaux et étrangers, notamment d'Allemagne et du Canada, dans le cadre de la dynamisation du rôle de l'université et son adaptation avec les technologies modernes utilisées dans l'efficacité énergétique dans le domaine de la construction et pour la présentation d'une série de projets de recherche en lien avec ce domaine.

Il convient de signaler, par ailleurs, qu'une convention de partenariat entre l'Université "Belhadj Bouchaïb" et l'entreprise privée "Chiali" a été signée en marge de cette rencontre.

La convention vise actionner les canaux de communication dans le domaine de la recherche et à assurer aux étudiants de cet établissement d'enseignement supérieur des stages de formation dans les différentes branches de cette entité économique privée, souligne-t-on de même source.

LE VÔTRE EN FAIT CERTAINEMENT PARTIE

# 100 emplois qui seront remplacés par l'intelligence artificielle d'ici 2030

Les progrès de l'intelligence artificielle (IA) entraînent des changements majeurs sur le marché du travail, car de nombreux métiers traditionnels sont remplacés par des technologies automatisées. D'ici 2030, l'IA prendra en charge de nombreuses tâches qui étaient auparavant réservées aux travailleurs humains, transformant radicalement de nombreuses industries. Les technologies telles que l'apprentissage automatique, le traitement du langage naturel et les systèmes autonomes ont déjà un impact sur les lieux de travail et créent de nouvelles façons de travailler. Cet article explorera 100 métiers susceptibles d'être remplacés par l'IA d'ici 2030 et présentera des exemples concrets où cela se produit déjà.

2<sup>e</sup> partie et fin

## 14. Administrateurs de bureau

L'IA et l'automatisation permettent de gérer de nombreuses tâches bureautiques sans assistance humaine. Des outils comme Microsoft Office 365 offrent des fonctionnalités automatisées pour la planification, la communication et la gestion des documents. Les assistants numériques peuvent organiser des réunions, gérer la correspondance et traiter les données plus rapidement et avec plus de précision que les humains. D'ici 2030, les administrateurs de bureau seront en grande partie remplacés par des outils d'IA, ce qui augmentera l'efficacité des entreprises et réduira les risques d'erreurs. Des exemples tirés de la pratique incluent l'utilisation d'assistants IA tels que x.ai pour automatiser la planification des réunions et la gestion du calendrier (Source : Microsoft Office, x.ai).

## 15. Pilotes militaires

Les avions et drones autonomes remplacent déjà les pilotes militaires dans de nombreuses missions. Des technologies telles que MQ-9 Reaper, permet un contrôle à distance et un fonctionnement autonome sans pilote humain. Les drones autonomes sont capables d'effectuer des tâches complexes avec une grande précision, réduisant ainsi le besoin d'intervention humaine dans des situations dangereuses. D'ici 2030, la plupart des opérations militaires aériennes seront menées par des appareils autonomes, augmentant ainsi la sécurité et l'efficacité des opérations militaires. Un exemple est l'utilisation de drones dans l'armée américaine, où les drones jouent déjà un rôle crucial dans l'exécution de missions militaires et de surveillance (Source : Defense.gov, MQ-9 Reaper).

## 16. Radiologues

Les systèmes d'IA pour analyser les images médicales, tels que AlphaGo de DeepMind, reconnaissent déjà les modèles et diagnostiquent les maladies avec une plus grande précision que les humains. Les technologies d'apprentissage automatique peuvent traiter des milliers d'images en peu de temps et détecter des anomalies que l'œil humain peut manquer. D'ici 2030, l'IA prendra en charge les tâches de routine des radiologues, telles que l'examen des radiographies et des IRM, permettant ainsi un diagnostic plus rapide et plus précis des maladies.



Les exemples incluent l'utilisation de l'IA dans des cliniques telles que le Moorfields Eye Hospital, où l'IA aide à diagnostiquer les maladies oculaires (Source : DeepMind, Moorfields Eye Hospital).

## 17. Travailleurs du personnel

Les outils de recrutement d'IA comme HireVue analysent les CV et mènent des entretiens vidéo à l'aide d'algorithmes pour reconnaître les expressions faciales et les émotions. Ces systèmes peuvent rapidement éliminer les meilleurs candidats et réduire le besoin de personnel RH humain. L'automatisation des processus de recrutement permet une évaluation plus rapide et plus objective des candidats. D'ici 2030, de nombreux processus RH seront entièrement automatisés, ce qui augmentera l'efficacité et réduira les biais dans les processus de recrutement. Des entreprises comme Unilever utilisent déjà l'IA pour améliorer le processus de recrutement (Source : HireVue, Unilever).

## 18. Traducteurs

Les systèmes de traduction IA tels que Google Translate deviennent de plus en

plus précis et capables de traduire des structures de texte complexes. L'IA peut traduire rapidement et précisément des documents et des textes entre différentes langues. D'ici 2030, de nombreuses tâches de traduction seront automatisées, réduisant ainsi le besoin de traducteurs humains, notamment pour les tâches basiques et routinières. Les traducteurs IA avancés permettront une communication plus rapide et plus abordable entre différentes cultures et langues. Des entreprises comme SDL utilisent déjà l'IA pour leurs services de traduction professionnelle (Source : Google Translate, SDL).

## 19. Travailleurs des postes

Robots et drones de livraison autonomes, tels que Amazon Scout, ils livrent déjà des colis sans assistance humaine. La technologie de livraison autonome rend la livraison des colis plus rapide et plus efficace, en particulier dans les zones urbaines. À mesure que ces technologies se répandent, les postiers deviendront progressivement inutiles. D'ici 2030, la plupart des tâches de livraison dans les centres urbains seront effectuées

par des systèmes autonomes, ce qui réduira les coûts de livraison et augmentera la vitesse de livraison. Des entreprises comme Starship Technologies utilisent déjà des robots de livraison autonomes pour les livraisons locales (Source : Amazon Scout, Starship Technologies).

## 20. Avocats

Les systèmes d'IA tels que ROSS Intelligence contribuent déjà à la recherche juridique et à la préparation de documents. Ces systèmes peuvent analyser rapidement de grands volumes de textes juridiques et proposer des solutions basées sur des précédents juridiques. D'ici 2030, les tâches juridiques courantes telles que la rédaction de contrats et la recherche de dossiers seront largement automatisées. L'IA permettra des services juridiques plus rapides et plus précis, réduira les coûts et augmentera l'accessibilité de l'aide juridique. Des entreprises comme JPMorgan Chase utilisent déjà l'IA pour analyser des documents juridiques et réduire leurs coûts (Source : ROSS Intelligence, JPMorgan Chase).

MAURITANIE /BANQUE  
MONDIALE**Signature du deuxième accord de financement additionnel du projet d'appui au système des filets sociaux de sécurité****L**e ministre de l'Économie et du Développement durable, M.

Abdesselam Ould Mohamed Saleh, a signé, lundi à Nouakchott, avec la représentante de la Banque mondiale en Mauritanie, S.E. Mme Cristina Santos, une convention de financement accordée à la Mauritanie par l'Association internationale de développement (IDA) dans le cadre du deuxième financement additionnel du projet d'appui au système de protection sociale (PSSS). La couverture financière de ce financement est de 19.700.000.000 DTS, soit environ un milliard et vingt-cinq millions (1.025.000.000) MRU.

Dans un discours prononcé à cette occasion, le ministre de l'Économie et du Développement durable a expliqué que ce financement vise à améliorer l'efficacité et l'efficacité du système national de protection sociale en travaillant sur des composantes, notamment la mise à jour du registre social et la promotion de son utilisation, le soutien à l'inclusion socio-économique des ménages pauvres par le renforcement et l'expansion du programme de transferts monétaires « Tekavoul », et le soutien au mécanisme de riposte aux crises climatiques.

Le financement permettra, a-t-il dit, l'élargissement des bénéficiaires du système national de protection sociale au niveau national jusqu'en 2025 et l'intégration des réfugiés sur le territoire national.

Le représentant de la Banque mondiale en Mauritanie a déclaré que depuis le lancement du premier projet de protection sociale en 2015, la Mauritanie a fait des progrès remarquables, notant que la mise en place du registre social, l'expansion du programme Tekavoul, et la création du système de riposte aux chocs climatiques ont transformé le paysage de la protection sociale dans le pays.

EGYPTE

**Un prêt de 100 millions \$ de la SFI pour soutenir le secteur privé***Le financement obtenu par la Banque du Caire au profit du secteur privé égyptien intervient 8 mois après la conclusion d'un précédent accord avec la SFI visant à développer sa stratégie de financement climatique.***E**n marge de la journée de la Société financière internationale (SFI) en Egypte, l'institution dirigée par le Sénégalais Makhtar Diop a signé un nouvel accord de financement de 100 millions \$ avec la Banque du Caire. La moitié de ce financement sera alloué à des micros, petites et moyennes entreprises (MPME) du secteur privé, principalement celles dirigées ou détenues par des femmes.

Ce prêt senior de 50 millions \$ est remboursable sur une période de 5 ans. L'autre moitié est une facilité de financement du commerce qui offrira à la Banque du Caire, des garanties

couvrant le risque de paiement pour des transactions liées au commerce.

Banque du Caire qui opère sur le marché bancaire égyptien depuis 1952 était en attente de ce financement depuis le 29 mars dernier. L'établissement contrôlé à 100 % par la Banque Misr a augmenté de 25 %, à 24 milliards de livres égyptiennes, son portefeuille de financement de projets portés par les PME égyptiennes en 2023.

En plus, son portefeuille de financement de micro-projets en Egypte a augmenté de 45 % à 3,3 milliards de livres égyptiennes à fin 2023. La banque a terminé l'année 2023 avec

un résultat net bénéficiaire de 6,7 milliards de livres égyptiennes, en hausse de 112 % en glissement annuel.

Depuis le début de ses opérations en Egypte, la SFI revendique environ 9 milliards \$ de financements et d'investissements dans le secteur privé égyptien. Ce montant ne prend pas en compte les services de conseil fournis par l'institution financière pour une valeur financière d'environ 34 millions \$, depuis le début de ses engagements dans le pays. Pour la période de juin 2023 à mai 2024, le volume des investissements de la SFI en Egypte a atteint 900 millions \$.

LIBYE

**La compagnie libyenne Berniq Airways annonce l'achat de 6 Airbus****B**erniq Airways, compagnie privée fondée en 2018, souligne que plusieurs autres accords seront signés avec l'avionneur européen dans plusieurs domaines, dont la formation, la maintenance et la sécurité. La compagnie aérienne privée li-

byenne Berniq Airways a récemment annoncé avoir signé un accord avec le constructeur aéronautique Airbus pour l'achat de 6 avions A320neo et A321neo. Indiquant que cet accord a été signé au siège d'Airbus à Toulouse (France), elle n'a toutefois divulgué ni la valeur du contrat, ni les

délais de livraison des appareils. Elle a cependant fait savoir que d'autres accords seront signés avec l'avionneur européen dans plusieurs domaines, dont la formation, la maintenance et la sécurité. Basée à Benghazi, la 2ème plus grande ville de Libye, Berniq Airways

a entamé ses activités en 2021. Elle assure des vols intérieurs vers la ville de Labraq (Est) ainsi que vers Tripoli, Misrata et Zintan (Ouest). Elle propose également des vols quotidiens et hebdomadaires vers la Tunisie, l'Égypte, la Turquie, le Soudan, l'Arabie saoudite et Dubaï.

TUNISIE

**Le ministère de l'Agriculture alerte sur des facteurs climatiques favorables à l'émergence de la maladie du mildiou****«L**es facteurs climatiques sont favorables à l'émergence de la maladie du mildiou, un parasite qui infecte les champs de pommes de terre, de tomates de saison, de vignes et de cucurbitacées », prévient, le ministère de l'Agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche. Il a, par ailleurs, appelé les producteurs de légumes et de vignobles à intervenir par un traitement préventif en utilisant des fongicides autorisés à cet effet, « compte tenu de la gravité de cette maladie épi-

démique, de sa propagation rapide et des pertes qui peuvent en résulter ». Le département de l'Agriculture a aussi recommandé aux agriculteurs plus de vigilance et une surveillance régulière des cultures, en veillant à retraiter chaque fois que les conditions climatiques sont favorables à l'apparition de cette maladie. Les agriculteurs sont également appelés à tenir compte de la durée d'efficacité des pesticides précédemment utilisés et de respecter la règle de rotation entre les différentes familles chimiques des pes-

ticides autorisés afin que le champignon responsable n'acquière pas d'immunité contre l'une d'entre elles, selon un communiqué du ministère. Ils peuvent contacter les bureaux régionaux et centraux du ministère de l'Agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche pour plus d'informations et d'explication. Considéré souvent comme un champignon, la maladie du mildiou, est en effet un type de micro-organismes qui partagent des caractéristiques avec les champignons mais aussi avec les algues.

UNION EUROPÉENNE ET LES PAYS DU CCG

**Lancement du programme des jeunes leaders de la diplomatie régionale****L'**Union Européenne a accueilli à Bruxelles et à Bruges, du 12 au 17 mai 2024, la première édition du programme « Les jeunes leaders de la diplomatie régionale » ou le « Young Leaders in Regional Diplomacy ». Coordonné par le bureau du représentant spécial de l'UE pour le Golfe, Luigi Di Maio, ce programme a été mis en œuvre avec le soutien du Service des instruments de politique étrangère de la Commission européenne. Il a été lancé lors du forum de haut niveau du 22 avril 2024 à Luxembourg et a réuni pour la première fois les ministres des affaires étrangères de l'UE et du CCG dans le cadre d'un dialogue informel et franc sur la sécurité et la coopération régionales. Ce programme, le premier du genre, rentre dans le cadre de l'engagement permanent de l'UE à renforcer les contacts interpersonnels entre les pays du Conseil de coopération du Golfe et l'Union européenne a coïncidé avec le deuxième anniversaire de la communication conjointe de l'UE

sur un partenariat stratégique avec le Golfe, publiée en mai 2022, et les conclusions du Conseil du 20 juin 2022 qui s'y rapportent. Cette communication conjointe définit la vision des relations UE-Golfe et vise à élargir, à approfondir la coopération de l'UE avec le Conseil de coopération du Golfe et ses États membres. Elle présente des propositions concrètes pour renforcer la coopération en matière d'énergie, de transition écologique et de changement climatique, de commerce et de diversification économique, de stabilité régionale et de sécurité mondiale, de défis humanitaires et de développement, et de contacts plus étroits entre les peuples. La première édition du programme « Les jeunes leaders de la diplomatie régionale » a réuni 14 jeunes diplomates des États membres du Conseil de coopération du Golfe, ainsi que le Secrétaire général du CCG, y compris deux diplomates du ministère des affaires étrangères de l'Arabie saoudite, avec leurs jeunes collègues diplo-

mates européens à l'Académie diplomatique européenne au Collège d'Europe à Bruges. M. Luigi Di Maio, représentant spécial de l'UE pour la région du Golfe a déclaré à cette occasion: " Je crois fermement à l'effet magique de ces rencontres et à l'énergie positive de nos jeunes pour construire des liens qui durent, pour mieux comprendre les sensibilités respectives, pour s'écouter et se respecter. C'est un grand investissement dans notre diplomatie, notre sécurité et notre prospérité communes ». Ce programme a permis aux diplomates du CCG de rencontrer de hauts fonctionnaires de l'UE, des représentants d'émittants groupes de réflexion européens. Ils ont échangé leurs points de vue avec leurs jeunes collègues diplomates, sur des domaines stratégiques d'intérêt commun et des priorités à prendre en compte pour l'avenir des relations bilatérales et régionales. Ils ont eu aussi l'opportunité de se familiariser avec les principes et le fonctionnement de l'UE et de son service.

## TAXE CARBONE

# L'Afrique du Sud risque une baisse de 9,3% de son PIB

*L'instauration de taxes carbone par de nombreux partenaires commerciaux clés de l'Afrique du Sud risque de pénaliser sévèrement les exportations du pays le plus industrialisé du continent, qui produit plus de 80 % de son électricité à partir du charbon.*

La croissance du produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique du Sud pourrait être sérieusement freinée si des taxes sur le carbone sont imposées à grande échelle sur les exportations du pays durant les prochaines décennies, a estimé la Banque centrale sud-africaine dans un rapport publié ce lundi 20 mai 2024. La South African Reserve Bank (SARB) a indiqué que l'instauration de taxes carbone sur tous les produits et par tous les partenaires commerciaux clés de l'Afrique du Sud pourrait réduire les exportations du pays le plus industrialisé du continent de 10,1% et amputer son produit intérieur brut (PIB) de 9,3%, d'ici 2050. Les effets sur l'emploi sont également importants dans le cadre de ce même scénario, avec 2,6 emplois qui risquent d'être perdus d'ici la moitié du siècle en cours. L'impact pourrait être cependant plus faible dans d'autres scénarios reposant sur l'adoption de la taxe carbone par un nombre limité de partenaires commerciaux et son application à un nombre plus réduit de produits. Quoi qu'il en soit, le rapport indique que

les risques que représente l'éventuelle généralisation de la taxe carbone devraient accélérer la transition vers une économie plus verte, notant que même si l'Afrique du Sud ne contribue qu'à hauteur de 1 % aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, l'intensité en carbone de son économie est la plus élevée de tous les pays membres du groupe des vingt économies les plus développées de la planète (G20). La nation arc-en-ciel produit en effet, environ 80 % de son électricité à partir du charbon.

« Les impacts peuvent être contrebalancés si l'Afrique du Sud réduit l'intensité en carbone de sa production plus rapidement » a souligné la Banque centrale dans son Bulletin of Economic Notes.

La taxe carbone est un impôt environnemental dont le montant varie en fonction de la quantité des émissions de CO2 lors de la consommation d'un bien, d'un service ou encore d'une ressource. Sa vocation première est d'inciter les entreprises et les consommateurs à aller vers des modes de production et de consommation sobres en carbone en renchérissant le coût pour

ceux qui polluent. Cette taxe est aussi utilisée comme une mesure de défense commerciale puisqu'elle vise à rendre plus équitables les conditions de concurrence entre les entreprises du pays qui l'applique et celles des pays tiers en attribuant un prix du carbone à certains produits importés.

Une taxe carbone européenne est déjà entrée en vigueur en octobre 2023, avec une période de transition de trois ans au cours de laquelle seules les obligations de déclaration s'appliqueront. Les paiements ne seront exigés qu'à partir de 2026.

Le mécanisme européen d'ajustement carbone aux frontières (MACF) s'appliquera dans une première étape à sept secteurs (ciment, acier, fer, aluminium, engrais, électricité et hydrogène). Mais la liste des secteurs couverts devrait s'élargir graduellement.

D'autres importants partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud, dont les Etats-Unis, le Canada et le Japon, envisagent également d'instaurer une taxe carbone dans les années à venir.

## KENYA

## Eni négocie un prêt de 210 millions \$ pour renforcer sa production de biocarburants

Les perspectives du marché des biocarburants sont prometteuses avec la croissance de la demande anticipée dans plusieurs pays sur les prochaines années. Ces prévisions encouragent les entreprises opérant dans le secteur à investir davantage pour accroître leur capacité de production. Au Kenya, la compagnie pétrolière italienne Eni devrait bientôt obtenir un prêt de 210 millions \$ pour financer le développement de ses activités de production de biocarburants dans le pays. L'annonce a été faite dans un com-

munié publié le 17 mai. L'enveloppe annoncée proviendra à hauteur de 60 % (135 millions \$) de la part de la Société financière internationale (SFI) tandis que le reste sera mobilisé par le Fonds italien pour le climat. Dans les détails, cet appui financier aidera ENI à accroître la production d'oléagineux utilisés pour la fabrication de biocarburants et renforcer sa capacité de transformation grâce à la construction de nouvelles usines.

« La production de graines oléagineuses devrait passer de 44

000 tonnes à 500 000 tonnes par an. Dans le cadre de cette ambition, nous prévoyons d'augmenter le nombre d'agriculteurs au sein de notre réseau d'approvisionnement local à 200 000 personnes au cours de 5 prochaines années », a déclaré Claudio Descalzi, directeur général d'Eni.

Plus largement, cette initiative devrait permettre au groupe italien de mieux se positionner sur le marché des biocarburants en plein essor. D'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la consommation de biocarburants

augmentera de 20 % par an jusqu'en 2028, sous l'impulsion de politiques telles que l'objectif de l'UE de parvenir à 14 % d'utilisation de biocarburants dans les transports d'ici à 2030.

Au Kenya, Eni dispose depuis 2022 d'une usine pour l'extraction d'huile végétale destinée à la production de biocarburants, d'une capacité de traitement de 15 000 tonnes d'oléagineux par an basé à Wote, dans le comté de Makueni. Les principales cultures transformées sont notamment le ricin, le croton et les graines de coton.

## TANZANIE

## Un prêt de 45 millions \$ de la SFI pour soutenir la croissance de Kioo Limited

La SFI avait accordé deux lignes de crédit au fabricant de contenants en verre Kioo Limited, en 2020 et 2021. Le total des prêts de l'institution financière au producteur tanzanien s'élève à 65 millions \$.

En Tanzanie, le producteur d'emballages en verre, Kioo Limited, a obtenu ce lundi 20 mai 2024, un troisième prêt pouvant atteindre 45 millions \$ auprès de la Société financière internationale (SFI). La ligne de crédit est la plus importante qu'accorde l'institution financière internationale à cette filiale du groupe diversifié est-africain, Madhvani. Elle permettra de renforcer la capacité de production de verres recyclés de Kioo, afin de combler les besoins sur le marché local et dans la sous-région.

« Notre investissement dans Kioo contribuera à augmenter la capacité de l'entreprise, et à renforcer la chaîne de valeur du verre dans la sous-région », a déclaré Henrik Elschner Pedersen, directeur régional de la SFI chargé de l'industrie manufacturière en Afrique.

Selon les prévisions de la SFI, le secteur est-africain des boissons devrait croître jusqu'à 10% par an, au cours des cinq prochaines années. Cela représente une opportunité pour le producteur qui pourrait y étendre son activité et renforcer ses parts de marché.

En 2020 et 2021, Kioo Limited avait obtenu deux lignes de crédit de 10 millions de dollars chacune auprès de la SFI pour financer son activité, entretenir et moderniser ses équipements. Le présent financement devrait contribuer indirectement à stimuler la croissance de l'industrie des boissons en Afrique de l'Est et centrale.

A la fin de l'exercice 2023, la SFI disposait d'un portefeuille d'investissement de 442,1 millions \$ ainsi que d'un portefeuille de conseil de 11,9 millions \$ en Tanzanie.

## CÔTE D'IVOIRE

## L'INP-HB poursuit son positionnement à l'international

L'Institut national polytechnique Houphouët-Boigny (INP-HB) a abrité du mercredi 15 au vendredi 17 mai 2024 à Yamoussoukro, le challenge U7+ qui a vu la participation de sept universités en provenance de six pays, contribuant un peu plus à son rayonnement à l'international. Déjà en mars l'INP-HB avait accueilli 17 pays d'Afrique provenant de plusieurs universités avec environ 1000 participants pour les journées scientifiques du CAMES. « Aujourd'hui, on va au-delà de

l'Afrique, on va vers plusieurs pays de divers continents et pas de petites universités », s'est félicité le directeur général de l'INP-HB, Dr Abdoul Kader Diaby. L'objectif général de ce challenge est d'offrir une expérience intégrative aux étudiants à travers un défi. Ils sont mis en compétition, chose qui leur permet d'apprendre à travers des projets et d'acquérir de l'expérience. Cela les prépare à aborder le contexte du défi et le travail d'équipe interdisciplinaire pour le résoudre. Le thème retenu cette année pour ce ras-

semblement est « L'éducation inclusive pour un monde plus inclusif et l'intelligence artificielle centrée sur l'humain ». La présidente du comité d'organisation, Zita N'goran Ahou, a souligné que le bon comportement de l'INP-HB à l'édition précédente au Canada où il a occupé la troisième place avec un projet innovant qui portait sur la mobilité, la gestion des gaz des pots d'échappement. « On le transforme en un produit utile pour les industries notamment pharmaceutiques et cosmétiques », a-t-elle noté.

Mme Zita N'goran a soutenu que la stratégie d'internationalisation de l'INP-HB s'appuie fortement sur une politique de réseautage impliquant plusieurs facultés, écoles et instituts dans le monde. « Ainsi à travers les différents réseaux auxquels il appartient, l'Institut collabore très fortement avec l'Europe, l'Amérique, l'Asie et l'Afrique pour la mise en place de laboratoires conjoints, de mooc collaboratif, de cotutelle de thèse, de mobilité étudiante et du personnel et, de partage de bonne pratique académique. »

## POINT-MARCHÉS

# Wall Street vue hésitante, l'attentisme domine les échanges

Wall Street est attendue mitigée mardi tandis que les indices européens déclinent à mi-séance, la prudence dominant avant la publication du compte rendu de la dernière réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale.

Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street dans le vert, le Dow Jones et le Standard & Poor's 500 s'affichant sans direction, tandis que le Nasdaq abandonne 0,12%. À Paris, le CAC 40 baisse de 1,02% à 8.112,77 points vers 10h14 GMT. Le Dax à Francfort décroît de 0,66%, contre 0,49% pour le FTSE à Londres. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 se replie de 0,56%, contre 0,75% pour l'EuroStoxx 50 et 0,48% pour le Stoxx 600. La prudence domine les échanges en l'absence d'indicateurs de premier plan, et alors que la publication du compte rendu de la dernière réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale sera publié mercredi. Les investisseurs seront attentifs aux débats qui animent la banque centrale, alors que les commentaires restrictifs se succèdent.

Après la publication d'un indicateur d'inflation CPI meilleur que prévu la semaine dernière, les investisseurs s'inquiètent désormais de la trajectoire monétaire américaine, qui pourrait se révéler plus durablement restrictive qu'attendue. "Le marché américain revient sur ses anticipations de taux après la publication de l'inflation CPI, aidé par les responsables de la Fed qui ont averti que les perspectives d'inflation étaient suffisamment in-

certaines pour que les taux soient maintenus jusqu'à ce qu'elles deviennent plus claires", écrit Kit Juckes, responsable de la stratégie devises chez Société Générale. John Plassard, directeur chez Mirabaud, évoque aussi "le sillage d'une résurgence de la nervosité avec d'un côté les interrogations qui entourent l'avenir du conflit au Proche Orient après le décès du président iranien et d'un autre un certain stress à la veille de la publication des résultats de Nvidia".

#### Les valeurs à suivre à Wall Street

Eli Lilly a déclaré mardi que son médicament tirzepatide a été autorisé en Chine pour le traitement du diabète de type 2. Zoom Video Communications a relevé lundi ses prévisions de chiffre d'affaires sur l'ensemble de l'année, mais moins fortement qu'espéré par les analystes.

#### Les valeurs à suivre en Europe

AstraZeneca a déclaré mardi viser une hausse d'environ 75% de son chiffre d'affaires pour atteindre 80 milliards de dollars (73,65 milliards d'euros) d'ici 2030, et se hisse de 1,41%. Carmila avance de 2,96% après que Citigroup a relevé sa recommandation à "acheter" contre "vendre". Generali recule de 3,36%, la faiblesse de l'activité IARD (biens et dommages) de

l'assureur italien prenant le pas sur un bénéfice net meilleur que prévu au premier trimestre.

Saipem gagne 3,29% après avoir décroché de nouveaux contrats d'une valeur de 3,7 milliards de dollars.

SFS Group, fabricant de systèmes de fixation, progresse de 10,37% après qu'UBS a relevé sa recommandation de "neutre" à "achat".

#### Taux

Les rendements déclinent dans un contexte de prudence.

Le rendement du dix ans allemand s'affaiblit de 2 points de base (pb) à 2,512%, celui du taux à deux ans perd 1,4 pb à 2,981%.

Le rendement du Treasury à dix ans s'érode de 1,1 pb à 4,4257%, tandis que le deux ans est stable à 4,8286%.

#### CHANGES

L'euro se renforce face au dollar, les cambistes demeurant incertains de la tonalité des "minutes" de la Fed attendues mercredi.

Le dollar cède 0,07% face à un panier de devises de référence, l'euro se renforce de 0,12% à 1,0868 dollar, et la livre sterling prend 0,07% à 1,2713 dollar.

#### PETROLE

Les marchés du brut s'inquiètent des perspectives de taux américaines, une politique monétaire durablement restrictive risquant de peser sur la demande de pétrole.

Le Brent abandonne 0,9% à 82,96 dollars le baril, le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) recule de 0,86% à 79,11 dollars.

## Les Bourses progressent, les métaux atteignent des sommets

Les Bourses mondiales sont bien orientées lundi, attendant des prises de paroles de banquiers centraux et des données sur l'activité économique, tandis que l'or et d'autres métaux ont établi des records. A New York, après avoir terminé sur un record la semaine passée, le Dow Jones montait encore de 0,15% vers 15H45 GMT. Le S&P 500 gagnait 0,33% et le Nasdaq prenait 0,60%. En Europe, dans le sillage des gains en Asie, Paris et Francfort ont gagné 0,35% et Londres 0,05%. Seule Milan a nettement décroché (-1,62%), pénalisée par ses valeurs bancaires après une forte progression la semaine passée. Le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, perdait 0,33% à 83,70 dollars vers 15H35 GMT. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juin, reculait de 0,24% à

79,87 dollars. Les métaux précieux bénéficient des attentes de baisses de taux des banques centrales. Vers 15H40 GMT, l'or progressait de 0,25% à 2.421,36 dollars l'once, après avoir dépassé plus tôt son record historique, atteignant 2.450,07 dollars l'once, tandis que l'argent a touché un plus haut depuis décembre 2012, à 32,51 dollars l'once. Le cuivre a pour sa part culminé à 11.104 dollars la tonne, un plus haut historique. Les propriétés du cuivre, en particulier sa forte conductivité et sa ductilité (le fait de pouvoir être déformé sans rompre) en font un métal crucial pour la transition énergétique, alors que l'offre minière peine à suivre. Sur le marché des devises, l'euro cédait 0,08% face au dollar, à 1,0860 dollar pour un euro. Le bitcoin gagnait 1,80%, à 67.350 dollars.

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 20 Mai 2024  
Valeur : 22 Mai 2024

BASE	DEVICES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	134.2563	134.2713
1	EUR EURO	145.9232	145.9932
1	GBP POUND STERLING	170.4193	170.4816
100	JPY JAPANESE YEN	86.2276	86.2427
1	CNY CHINESE YUAN	18.5642	18.5668
1	CHF SWISS FRANC	147.5344	147.6320
1	CAD CANADIAN DOLLAR	98.6091	98.6274
1	DKK DANISH KRONE	19.5618	19.5651
1	SEK SWEDISH KRONA	12.5535	12.5571
1	NOK NORWEGIAN KRONE	12.5806	12.5851
1	AED UAE DIRHAM	36.5502	36.5573
1	SAR SAUDI RIYAL	35.7969	35.8028
1	KWD KUWAITI DINAR	437.3169	437.5083
1	TND TUNISIAN DINAR	42.8827	43.3137
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13.4702	13.4717
1	LYD LIBYAN DINAR	27.4272	27.5677
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.5349	3.5353
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	177.7351	177.7351

## CAC40

### En rouge, le secteur bancaire se contracte

La bourse de Paris cède près de 0,9% ce matin, autour des 8125 points, notamment pénalisée par le secteur bancaire avec -2% pour Société Générale et -1,2% pour Crédit Agricole et -0,9% pour BNP Paribas. Les investisseurs semblent vouloir limiter les risques dans un contexte d'attentisme, en l'absence d'indicateurs économiques et de résultats marquants à l'agenda mais aussi à la veille des résultats de Nvidia et de la publication des dernières "minutes" de la Fed. 'A notre avis les minutes auront un ton plus restrictif, à l'opposé de celui qu'avait

tenu Jerome Powell lors de sa conférence de presse, sachant que d'autres membres du comité se montrent plus inquiets que lui quant aux effets de leur politique', préviennent les analystes de BofA.

Sur le compartiment obligataire, le rendement des bons du Trésor à 10 ans se stabilise autour de 4,43% après son repli de la semaine dernière qui l'avait ramené à des plus bas d'un mois.

Peu de mouvement non plus sur le front des changes, où l'euro reste à l'équilibre face au dollar, à 1,0865.

Notons que le bitcoin atteint de nou-

veaux sommets, à 70 930 \$ (+1,8%).

Sur le front de l'énergie, les cours du pétrole continuent d'évoluer dans un intervalle étroit, mais à des niveaux plutôt proches du bas de leur fourchette actuelle.

Après la liquidation de fin avril, due à la réalisation que le conflit au Moyen-Orient n'aurait probablement qu'un impact très limité, voire nul, sur l'offre, et à la faiblesse de la demande, le Brent recule de 0,8%, vers 83\$ le baril.

Dans l'actualité des sociétés tricolores, ArcelorMittal a annoncé mardi la mise en service de son démonstrateur industriel

destiné à capturer les gaz du haut-fourneau de son aciérie de Gand (Belgique). Les créanciers obligataires auraient rejeté l'offre de Daniel Kretinsky selon La Tribune. Les créanciers obligataires auraient envoyé ce week end un courrier à Bercy et à l'administratrice judiciaire pour indiquer qu'ils rejetaient cette offre.

TotalEnergies fait part de la décision finale d'investissement (FID) du projet en eaux profondes Kaminho, permettant ainsi son lancement. Ce projet est destiné à développer les champs de Cameia et Goffinho, au large des côtes angolaises.

## ETATS-UNIS

# Une gouverneure de la Fed ferme la porte à une baisse des taux en 2024

Malgré les attentes des marchés financiers, une gouverneure de la banque centrale américaine a déclaré hier n'envisager aucune baisse des taux directeurs cette année. Un point de vue qui contraste avec celui des responsables de la Banque centrale européenne qui envisagent une première baisse des taux directeurs en juin. Pour rappel, la Fed a, le 1er mai, maintenu ses taux dans la fourchette de 5,25 à 5,50%.

Le point de vue peut étonner à l'heure où la plupart des experts anticipent dans un futur proche un assouplissement de la politique monétaire des banques centrales du monde entier. Mais selon, Michelle Bowman, une gouverneure de la banque centrale américaine (Fed), ce scénario ne semble pas être privilégié. Une affirmation qu'elle a partagée vendredi dans une interview accordée à l'agence de presse économique Bloomberg. La gouverneure a aussi précisé qu'elle s'attendait à ce que les taux, qui sont depuis juillet au plus haut depuis plus de 20 ans, restent à ce niveau « plus longtemps ». « Cela reste mon scénario de base », a-t-elle averti.

## L'inflation américaine en cause

Pour rappel, la Fed a, le 1er mai, maintenu ses taux dans la fourchette de 5,25 à 5,50%. Quelques mois plus tôt, pourtant, la Réserve fédérale envisageait de commencer à les baisser dans le courant de l'année. Mais le rebond de l'inflation américaine depuis janvier l'a poussée à reporter ce mouvement, afin d'éviter une nouvelle flambée des prix. En mars, l'inflation en terre nord-américaine a en effet grimpé à 2,7% sur un an, selon l'indice PCE privilégié par la Fed - celui qu'elle souhaite ramener à 2%. Un chiffre qui grimpe à 3,5% selon un autre indice, le CPI, dont les données pour avril seront publiées mercredi.



« Plus de temps que prévu »

Fort de ces données, le président de la Fed, Jerome Powell, a donc prévenu qu'il faudrait sans doute « plus de temps que prévu » avant d'avoir confiance dans la baisse de l'inflation, et donc de pouvoir commencer à baisser les taux. Et ce n'est pas Michelle Bowman qui le contredira : dans son interview à Bloomberg, elle veut en effet observer « plusieurs mois de progrès » avant de pouvoir envisager d'enclencher quelconque baisse. Il lui faudra, dit-elle, « probablement un certain nombre de réunions du comité monétaire de la Fed aussi avant que je sois à l'aise avec ça ». Pour rappel, la Fed se réunit toutes les six semaines. Début avril, le président de la Fed d'Atlanta, Raphael Bostic s'est aussi montré prudent, tout en étant moins radical que sa consœur. Dans une interview à la chaîne CNBC, le haut cadre a indiqué que

l'institution pourrait finalement se contenter d'une seule baisse des taux au dernier trimestre de l'année 2024. Ce, alors que les marchés financiers en espèrent deux ou trois.

A l'origine, lors de la dernière réunion de la Réserve fédérale, le 21 mars dernier, les membres du comité de la Fed (FOMC) avaient annoncé tabler sur trois baisses des taux de 0,25 point de pourcentage cette année. Un chiffre en baisse par rapport à la précédente réunion en décembre dernier, à l'issue de laquelle ils avaient évoqué trois ou quatre baisses afin de ramener les taux à 4,6% à la fin de 2024.

## La BCE prêt à baisser ses taux dès le mois de juin

La situation aux Etats-Unis contraste avec celle de la zone euro, où l'inflation devrait revenir à 2% en 2025. Hier, la Banque centrale européenne (BCE) a ainsi jugé « plausible » de commencer à baisser ses taux directeurs en juin, si l'inflation maintient sa trajectoire à la baisse. « Il a été considéré comme plausible que le Conseil des gouverneurs (...) soit en mesure de commencer à assouplir » ses taux actuellement à leur plus haut « lors de la réunion de juin », explique donc un compte-rendu de réunion de la BCE. Ceci, à la condition que la batterie d'indicateurs supplémentaires dévoilés d'ici là confirment « les perspectives d'inflation à moyen terme », qui voient la progression de l'indice revenir à 2% en 2025, après 2,3% en 2024.

## CANADA

## 2024, une année complexe en économie

C'est une année difficile sur le plan économique qui s'amorce. Après l'avoir annoncée pour 2023, plusieurs prévisionnistes évoquent la possibilité d'une récession au Canada en 2024. Toutefois, à leur avis, elle sera modeste et de courte durée, alors qu'une série de baisses de taux d'intérêt est sur le point de s'amorcer, ce qui devrait faire remonter la confiance des ménages et des entrepreneurs. Or, selon les économistes de la Banque Nationale, le taux directeur au Canada passera de 5% à 3,25% d'ici la fin de l'année. À raison de 25 points de base chaque fois, cela voudrait donc dire que la Banque du Canada viendrait baisser son taux directeur à sept reprises sur les huit annonces prévues en 2024. Il n'est pas impossible que la banque

centrale accélère sa réduction de taux, si elle constate que l'inflation fléchit plus rapidement que prévu et que le chômage monte plus vite qu'attendu. Quoi qu'il en soit, la première annonce de l'année surviendra le 24 janvier et il est peu probable que la Banque du Canada lance sa séquence de baisses à ce moment, selon les économistes. Les possibilités de baisse lors des réunions suivantes sont toutefois plus élevées. La deuxième décision de l'année est prévue le 6 mars et la troisième, le 10 avril. Les experts de Desjardins et de la CIBC prévoient un recul un peu moins important du taux directeur au cours de l'année, à 3,5% à la fin de 2024. La RBC, pour sa part, est d'avis que les attentes sur la réduction des taux sont beaucoup trop élevées. Elle ne prévoit

que quelques baisses, jusqu'à 4% à la fin de l'année, pas davantage. Il faut dire que la lutte contre l'inflation n'est pas tout à fait gagnée. La cible de la banque centrale est une inflation à 2%. À l'heure actuelle, le taux est à 3,1%. Selon les économistes des grandes banques, tout semble indiquer que le taux d'inflation au Canada se situera entre 1,9% et 2,1% à la fin de l'année 2024. Or, si la baisse de l'inflation de 8% à 3% a été relativement rapide, le passage de 3% à 2% est plus difficile. Le taux d'inflation au pays était rendu à 2,8% en juin dernier, mais a remonté à 4% en août. Aux États-Unis, on constate aussi que la décélération de l'inflation est difficile : de novembre à décembre, le taux d'inflation est passé de 3,1% à 3,4%.

## POLITIQUE DE L'UE L'inflation poursuit sa baisse dans l'UE

Selon la Commission européenne, des données plus favorables que prévu signifient que l'inflation diminuera de plus de moitié cette année, malgré une augmentation des prix des principaux produits de base comme que le pétrole brut.

Les prévisions publiées mercredi 15 mai montrent un regain d'optimisme quant à l'état de l'économie, alors que les électeurs, préoccupés par la hausse des prix, doivent se rendre aux urnes début juin, pour les élections européennes.

"Nous avons franchi un cap après une année 2023 très difficile", a déclaré le commissaire européen à l'Économie, Paolo Gentiloni, dans un communiqué. Il prédit une croissance de 1% dans l'ensemble de la zone UE cette année, mais il ajoute qu'avec "deux guerres qui continuent de faire rage non loin de chez nous, les risques de dégradation ont augmenté".

La lutte contre la hausse des prix est considérée comme principale problématique à l'approche des élections européennes. Selon un sondage exclusif publié par Euronews en mars, plus de deux tiers des Européens estiment qu'il s'agit d'une priorité.

La Commission prévoit que l'inflation dans l'UE tombera à 2,7% cette année, après avoir atteint près de 10%, à la suite de l'impact causé sur l'économie par la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine.

La résolution de ces problèmes a conduit la Banque centrale européenne, qui est censée maintenir l'inflation à 2% dans la zone euro, à relever ses taux d'intérêt dans des proportions record. En avril, son conseil des gouverneurs a déclaré que sa politique resterait restrictive "aussi longtemps que nécessaire".

Le prix de l'énergie continue d'augmenter, mais l'apaisement des marchés de l'alimentation et d'autres produits atténue les pressions inflationnistes, a fait savoir la Commission, ajoutant que l'économie de l'UE a créé deux millions d'emplois l'année dernière.

## FORD MUSTANG

# Oui à une berline à 4 portes et à des versions hybrides, non à l'électrique !

Modèle le plus vendu de son segment dans le monde, la Ford Mustang conserve un fort beau potentiel. Le grand patron de la marque dévoile les pistes de développement pour élargir son spectre. Mais tout n'est pas réalisable.

**L**a célèbre Ford Mustang, lancée en avril 1964, fête cette année son demi siècle. Modèle mythique pour la marque à l'ovale bleu, il restera une forte source d'inspiration et sera, à l'avenir décliné sous diverses formes. Le constructeur américain aurait tort de s'en priver, en effet, le coupé sport reste le modèle le plus vendu de son segment à l'échelle planétaire. Une manne dont compte bien profiter le P-DG de Ford, Jim Farley qui prévoit d'élargir le spectre de la Mustang. Il s'en est ouvert à nos confrères britannique du magazine Autocar.

## Ford Mustang 4 portes : le complément de conquête parfait

Ainsi aux coupé et cabriolet, s'ajoutera une version coupé à 4 portes ou berline basse si vous préférez, la piste est clairement envisagée. Un croquis officiel faisant vraiment envie a même été publié, en septembre 2022, lors de la révélation de la septième génération. Un thème que l'illustrateur Sugar Design a creusé en modélisant avec brio les lignes d'une Mustang plus familiale.

Une silhouette qui réussit particulièrement aux marques premium, les Audi A5 Sportback, BMW Série 4 Gran Coupé et Mercedes CLA en témoignent. Sans oublier à l'étage supérieur, les Audi A7 Sportback, BMW Série 8 Gran Coupé et Mercedes CLS avec à chaque fois des versions de pointes au programme. Et encore plus proche d'elle, la Dodge Charger. De là à reconquérir les clients de la Mondeo... il ne faudrait pas exagérer.

Le big-boss de Ford a néanmoins imposé que cette Mustang allongée conserve l'esprit du modèle originel. Comprenez par là qu'il ne faudra pas qu'elle suive l'esprit d'une Porsche Panamera qui n'a plus rien



de commun avec la 911. Autres développements quasi actés de la Mustang, des versions hybrides seront au programme. Pour autant, pour l'instant rien n'a été précisé. S'agira-t-il de full hybride ou d'hybride rechargeable ? La base thermique sera-t-elle confiée à un quatre cylindres comme sur les Kuga et Transit ? A un V6 ou bien à un V8 ? Tout dépendra de la philosophie souhaitée. Jim Farley a indiqué « Nous avons effectué des tests et nous croyons vraiment que les groupes motopropulseurs partiellement électrique fonctionnent bien les véhicules sportifs ». Affaire à suivre.

## Veto sur l'électrique et sur la "Raptor" pour la Mustang

En revanche, le grand patron a d'emblée fermé la porte à une Mustang 100% électrique, cette énergie restera réservée au SUV Ford Mustang Mach-E qui vit sa vie de son côté. Enfin, le moteur V8 en confi-



guration thermique pure et la boîte de vitesses manuelle seront prolongés le plus longtemps possible, Ford pouvant se le permettre en équilibrant ses émissions de CO2 à l'aide de sa gamme électrique en plein développement (Explorer et futur Puma sur prise). Tandis qu'à l'image qu'à l'image d'une autre icône, la Porsche 911 qui décline sa gamme avec pertinence et

exclusivité, la 911, la Mustang poursuivra dans la voie des versions hautes performances.

La version GTD (qui n'a rien avoir avec le diesel, misez plutôt sur 800 ch et 300 000 €) agira comme un produit phare. Toutefois n'espérez un parallèle avec la Porsche 911 Dakar, une Ford Mustang Raptor n'est absolument pas à l'ordre du jour.

## La nouvelle Jaguar électrique sera une GT de rêve

**J**aguar prépare une sportive électrique dont le prix de base dépassera les 100 000€. Assez logique, sachant que la plupart des SUV électriques premium coûtent déjà quasiment ce prix-là... Jaguar a subi un fort repli dans les ventes ces dernières années et a quasiment disparu du marché français. Alors que son SUV électrique i-Pace se prépare à quitter le catalogue de même que ses vieillissantes (mais élégantes) berlines thermiques XE et XF, la marque de Coventry prépare plusieurs nouveaux modèles électriques et espère se relan-



cer grâce à cette technologie. D'après les journalistes d'Automotive News, Jaguar va bientôt présenter un concept-car sur un salon américain (probablement celui de Los Angeles) prenant la forme d'une GT sportive à zéro émission. Sa version de série reposera sur la nouvelle plateforme « Jaguar Electrified Platform », tout comme deux autres futurs modèles, et cette plateforme sera exclusive à la marque.

## Repositionner Jaguar sur le très haut de gamme

Avec ce futur modèle et les autres nouveautés prévues, Jaguar ambitionne de revenir à un positionnement plus haut de gamme après avoir essayé de s'élargir vers les modèles plus abordables depuis une grosse décennie. Elle veut ainsi se rapprocher de Bentley et viser la rentabilité plutôt que les gros volumes. Sachant qu'on parle d'un prix de base fixé à environ 125 000€ pour cette future Jaguar électrique, on resterait quand même loin du niveau de Bentley (mais peut-être plus en ligne avec des références comme la Porsche Taycan).

## DELL WORLD 2024

# Avec AI Factory, l'infrastructure armée pour l'IA

Autour d'une IA Factory, Dell Technologies combine infrastructures, services et écosystème pour accompagner les clients dans leur stratégie IA. Sur le premier volet, le fournisseur présente des produits taillés pour cette technologie.

Plus de 7 000 personnes se sont données rendez-vous au Dell Technologies World qui se tient actuellement à Las Vegas avec une teinte un peu particulière, car la société fête ses 40 ans d'existence. Si en 2023, le fournisseur avait évoqué superficiellement l'IA, l'édition 2024 est pleinement focalisée sur cette technologie. Pour Michael Dell, « nous sommes entrés dans l'âge de l'IA » tout en reconnaissant que « la demande en IA est sans précédent aussi bien pour les entreprises que pour les administrations ». Cette révolution n'est cependant pas sans poser quelques interrogations aux entreprises « par où commencer ? Quels sont les outils ? Comment passer à l'échelle ? Aller sur le cloud ou sur site ? ». La réponse de Dell à ses problématiques est l'AI Factory. A travers ce concept, le fournisseur combine différentes briques (infrastructure, services et écosystème IA) pour accompagner les clients dans leur stratégie IA en partant de la data « l'essence de la fusée IA », souligne Michael Dell.

## Un stockage scale out taillé pour l'IA

La première brique dévoilée est l'infrastructure comprenant à la fois du stockage, des serveurs et du réseau. Sur la partie stockage, Dell met à jour sa gamme scale-out PowerScale 100% flash avec la série F910. Sous format 2U, le système embarque 24 lecteurs NVMe et peut accueillir de 92 à 737 To de capacité brute en nœud et 1,87 Po brute en cluster. Côté processeur, la baie adopte les Xeon Sapphire Rapids d'Intel et le PCIe Gen 5. Elle est motorisée par la dernière version de l'OS OneFS 9.8 en apportant RDMA pour NFS v4.1, APEX File Storage pour Azure, et le routage basé sur la source pour les réseaux IPv6. Elle sera disponible à partir de la fin mai.

Dell oriente clairement la F910 autour des workload IA. Il avait déjà dévoilé cette orientation en décembre dernier sur sa gamme PowerScale en les certifiant pour être utilisés avec les DGX SuperPod de Nvidia. Dans cette stratégie, le fournisseur a également annoncé le projet Lightning comme étant le futur système de fichiers parallèles. Le nom n'est pas nouveau, car Dell ressuscite un ancien projet éponyme présenté par EMC en 2011 qui s'appuyait une carte PCI express pour serveur capable d'accélérer les échanges d'entrées/sorties entre le serveur et les solutions de stockage. Ce projet évolue pour permettre aux nœuds de cluster PowerScale d'effectuer des I/O en parallèle. « Il peut atteindre une saturation du réseau de 97 % tout en desservant des milliers d'accélérateurs GPU », a expliqué Varun Chhabra, vice-président senior du marketing produit pour la branche ISG de Dell. Le dirigeant n'a pas cependant pas donné plus de détails sur ce projet, ni de date de sortie. Il entre en concurrence avec Lustre, mais aussi des sociétés comme Weka, Vast Data, DDN,...

En complément de PowerScale, Dell en



Michael Dell, CEO de Dell Technologies



Le PowerStore 3200q embarque des lecteurs flash QLC.



Le PowerEdge XE9680L va accueillir les GPU B200 de Nvidia et un système de refroidissement liquide

profite pour rafraîchir sa gamme PowerStore en lui accolant le terme de Prime. Celui-ci combine des évolutions matérielles et logicielles. Sur le premier point, les baies 3200Q se voit doter de flash nand QLC pouvant atteindre une capacité total de 5,9 Po. Par ailleurs, le fournisseur présente PowerStoreOS 4.0, la dernière version de son système d'exploitation qui augmente les performances de la baie jusqu'à 30 % et ses capacités de réduction des données jusqu'à 20 %. D'autres fonctions concernent la protection des données, notamment la réplication synchrone pour les workload de type bloc et fichier et la réplication métré native pour les environnements Windows, Linux et VMware.

## Un serveur dédié aux GPU B200 de Nvidia

Sur la partie serveur, Dell renforce son lien avec Nvidia en présentant le PowerEdge XE9680L capable d'intégrer 8 GPU Blackwell récemment dévoilé à la GTC. De format 4U, cette version ajoute quelques éléments par rapport à la configuration d'origine. Ainsi, il comprend 12 slots PCIe Gen 5 contre 10 précédemment, sur la partie réseau, les capacités nord/sud ont été doublées et le support du 400G Ethernet, Infiniband et Bluefield a été ajouté. Autre élément et non des moindres, le serveur est doté d'un système de refroidissement

liquide direct. Jeff Clarke, COO de Dell Technologies avait en mars dernier expliqué aux analystes financiers que les GPU B200 consommaient « 1000 watts par GPU » et que le refroidissement liquide était un passage obligé. Le serveur sera disponible au second semestre 2024.

Dell annonce également une série de serveurs rackables clés en main, denses et économes en énergie, dont un modèle refroidi par air prenant en charge 64 GPU dans un rack et une option par refroidissement liquide contenant 72 GPU Blackwell. Toujours avec Nvidia, Dell dynamise sa plateforme d'orchestration des environnements edge avec des capacités IA comme l'analyse vidéo via Metropolis ou les capacités de traduction via Riva sans oublier la possibilité de déployer des modèles d'IA via NIM (Nvidia Inference Microservices).

## Un commutateur optimisé IA et des PC IA dévoilés

La problématique du réseau est couverte avec un commutateur taillé pour l'IA. Le PowerSwitch Z9864F-ON au format 2U embarque le chipset Tomahawk 5 de Broadcom, capable de gérer une capacité de 51,2 To/s sur des ports 400G Ethernet et de s'adapter à des milliers de nœuds GPU, précise le fournisseur. Il supporte RoCEv2 (Remote Direct Memory Access over Converged Ethernet), mais aussi d'autres protocoles RDMA émergents. Rappelons que cette technologie permet l'accès entre la mémoire principale de deux systèmes sans impliquer de système d'exploitation, de cache ou de stockage. Les données sont ainsi transférées avec un débit élevé, une faible latence et une faible utilisation du CPU. Le Tomahawk 5 introduit également un routage cognitif avancé, un équilibrage de charge dynamique et des capacités de contrôle de la congestion de bout en bout.

Au sein de cette brique infrastructure, il faut ajouter les PC AI dévoilés par Dell avec notamment plusieurs terminaux équipés de puces Snapdragon X Elite et X Plus de Qualcomm dotés de NPU (Neural Processing Unit). Une annonce faite en parallèle de celle faite par Microsoft lors de son événement Build sur Copilot + comprenant plusieurs fonctions IA comme Recall pour rechercher des informations sur une timeline interactive ou Live Captions avec des sous-titres générés par l'IA pour les flux audio et Cocreator, intégrant la GenAI dans Paint. Le constructeur texan aligne pas moins de 5 portables équipés des puces Qualcomm dans les gammes Latitude, Inspiron et XPS. « A travers la conception ARM, Qualcomm dispose d'une très grande autonomie et d'une puissance par watt très efficace », constate Jeff Clarke. Au final, l'AI Factory se veut complète en partant du PC pour aller du serveur au stockage en passant par le réseau. Un élément différenciant par rapport au concurrent HPE qui a dévoilé en décembre dernier son architecture AI native.

Mots fléchés

Chagrin				Laquais		Condition		Soldat américain		Direction
Charge	Conjointe		Incapables	Bain tourbillon		Couleur				Exécutée
Ne plus être montrés du doigt	Accouplement		Rude			Vu		Prénom anglais	Nitrure d'uranium	Bêcheurs
Au secours			Embarrassée	Reptile saurien						Retirée
Traquenard				Négation		Drame japonais				Petit os et jeu
Chance				Rongé		Château pour Diane de Poitiers				
		Dieu gaulois				Intonations		Pied déformé	Agence spatiale européenne	
		Pour								
Prédilections	Période			Train de banlieue		Bourrique				
	Agacer					Bringue				
										Sélénium
										Épuisais
Ainsi soit-il	Contestée			Intervalle musical						Alcaloïde tirée de la fève de Calabar
	Touffeur			Pièces de vaisselle						
			Espèce humaine					Petit tour	Bière anglaise	Victoire impériale
Conjonction de coordination			Catastrophique							
Vêtements de laquais		Prénom masculin		Bateaux plats						
						Nombre				
Socles pour golfeur				Egouttoirs						Relatif à une partie du globe
Loyer agricole				Groupement d'exploitations agricoles				Mot de peste		
						Deux romain	Petit gaspillage			
							Restaurant			
Courroux	Renard polaire							Massif	Petit saint	Pronom personnel
	Conséquence									
		Pis								Laize
		Métal précieux								
Proposition	Vigueur					Commune du Vaucluse				Moteur à injection directe
	Fonds monétaires					Grand pays				Petits ruisseaux
				Téta						
				Note de musique					Il peut être nourri	
Personnel										
Meuble d'une chambre		Roi Alaman			Sport				Dense	
		Nom portée par Marie d'Antioche						Secrétées par une chenille		

Le Comité d'experts cliniciens (CEC) créé auprès de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) a examiné et donné ses avis pour 1.155 dossiers relatifs à des produits pharmaceutiques pour être mis sur le marché, et ce depuis 2021, a indiqué mardi à Alger le directeur général de cette agence, Cherif Delih. «Pour le bilan du Comité d'experts cliniciens depuis sa création en 2021, il y a eu plus de 1.155 produits qui ont été expertisés, pour lesquels les membres ont donné des réponses. Concernant les dispositifs médicaux, il y a eu 547 dossiers soumis, dont 42 ont été traités», a précisé M. Delih lors de la cérémonie d'installation de la nouvelle composante de cette instance. L'installation des nouveaux membres du Comité et de sa présidente, Mme Nadia Oumina, pour un mandat de trois ans, s'est déroulée en présence du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun.



## MÉDICAMENTS

## Installation de la nouvelle composition du Comité des experts cliniciens

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, M. Ali Aoun, a présidé, mardi à Alger, l'installation de la nouvelle composition du Comité des experts cliniciens et de sa présidente. Lors de la cérémonie d'installation de ce Comité relevant de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP), M. Aoun a mis en avant son rôle central dans l'enregistrement et l'homologation des différents produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux, ainsi que dans l'émission d'avis sur l'intérêt thérapeutique, l'efficacité et l'innocuité des médicaments. Dans ce cadre, le ministre a exhorté les membres du Comité à "redoubler d'efforts pour contribuer à la réalisation de nos objectifs : renforcer la production locale de médicaments et réduire les importations". Tout en saluant le travail accompli par l'équipe sortante, le ministre a rappelé que les activités du Comité entre 2021 et 2024 avait permis de remplacer l'insuline importée par l'insuline produite localement et de faciliter l'accès aux produits biothérapeutiques, aux anticancéreux et à l'hormone de croissance.

## STATION DE DESSALEMENT D'EAU DE MER DE CHATT EL HILAL (ORAN)

### La Seor annonce le report de l'opération de maintenance

La Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran "Seor" a annoncé mardi que les travaux de maintenance de la station de dessalement d'eau de mer (Sdem) de Chatt El Hilal (Aïn Temouchent), prévus entre le 21 et le 26 mai en cours, ont été reportés. Cette opération de maintenance, qui aurait causé une coupure d'eau dans toute la partie ouest de la wilaya pour une période pouvant aller jusqu'à 10 jours, a été reportée à une date ultérieure, indique une publication mise en ligne, hier soir sur la page officielle de la Seor, sans mentionner les raisons, ni la prochaine date de l'opération. Ces travaux de maintenance auraient provoqué une interruption de l'approvisionnement en eau potable dans toute la partie ouest de la wilaya d'Oran, notamment dans les quartiers d'Aïn El-Turck et Boutlelis et la partie ouest de la ville d'Oran, selon la même source.

## ACCIDENTS DE LA ROUTE

### 38 morts et 1623 blessés en une semaine

Trente-huit personnes ont trouvé la mort et 1623 autres ont été blessées dans 1345 accidents de la circulation enregistrés durant la période du 12 au 18 mai, à travers le pays, indique, mardi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Boumerdes, avec 4 morts et 34 autres blessées, suite à 36 accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 1064 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (127 incendies), Blida (54) et Oran (47), ajoute le communiqué.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

# S'appuyer sur les jeunes compétences pour une Algérie scientifiquement et économiquement prospère

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé qu'il comptait s'appuyer sur les compétences scientifiques et les potentialités des jeunes que recèle l'Université algérienne, pour assurer l'amorce véritable d'une Algérie scientifiquement et économiquement prospère. Lors de la visite effectuée dimanche, au Pôle scientifique et technologique "Abdelhafid Ihaddadène" dans la nouvelle ville de Sidi Abdellah, le président de la République a indiqué, dans un échange avec les étudiants, diffusé lundi soir par la Télévision algérienne au cours d'une émission spéciale, que l'Algérie s'appuiera sur cet important édifice universitaire pour assurer "la véritable amorce d'une Algérie prospère sur les plans économique et scientifique et dans le domaine de la défense nationale". Il a ajouté que ce Pôle universitaire "permettait à l'Algérie de se positionner à la place qui lui sied et mettre ainsi fin aux convoitises, grâce à la génération actuelle d'étudiants dont le patriotisme rappelle celui de leurs prédécesseurs qui ont rallié la Révolution pour libérer le pays". Il a mis en garde, à ce propos, contre "les dangers" qui guettent l'Algérie et qui imposent de s'armer, a-t-il dit, "de savoir et de technologies et de procéder à la généralisation de la numérisation". Dans une allocution prononcée à l'occasion de la Journée nationale de l'étudiant, le président de la République a assuré que "l'Algérie amorcera un nouveau départ grâce aux jeunes nationalistes qui hisseront la Nation aux plus hauts rangs", ajoutant que l'Etat avec ses institutions "seront à leur service". Le président de la République a salué, à cette occasion, les "pas importants franchis par l'Algérie dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, qui lui ont permis de se classer aux premiers rangs en Afrique, dans le monde arabe et au Ma-

ghreb". Après avoir écouté les interventions et les préoccupations des étudiants, le président de la République a souligné que le soutien financier nécessaire sera assuré pour accompagner les projets innovants des jeunes compétences. Dans le même sillage, le président de la République a mis en avant l'importance des efforts consentis pour la généralisation de la numérisation, qu'il a qualifiée de base pour développer tous les secteurs et construire une économie nationale forte, et ce grâce aux données "précises et réelles qu'elle fournit et qui contribuent à tracer les perspectives de développement", estimant que "l'Algérie est sur la bonne voie" dans ce domaine. Il a prévu, à cet égard, que "2027 sera une année décisive pour l'avenir du pays". "Nous passerons à une autre Algérie, où rien ne sera impossible", a-t-il dit. Il a précisé que les autorités préparent actuellement "l'Algérie de demain", soulignant l'importance de "tracer de nouvelles perspectives à travers une révision globale de tous les secteurs, dont le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique". Il a assuré que toute décision concernant les jeunes et les étudiants, ne sera pas mise œuvre sans leur approbation à travers le Conseil supérieur de la jeunesse.

Le président de la République a appelé les jeunes compétences à rester dans leur pays pour servir leur patrie, s'engageant à fournir tous les moyens garantissant la valorisation et la concrétisation de leurs projets innovants au profit de leur pays. Il a instruit, dans ce cadre, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, d'examiner la possibilité d'introduire de nouveaux avantages à certaines filières scientifiques auxquels l'Etat accorde la priorité actuellement. Écoutant certaines propositions soumises par des étudiants, le président de la République a indiqué que

pour les œuvres universitaires, "l'Etat continuera d'accompagner les étudiants et de fournir ces services jusqu'à trouver d'autres solutions pour une meilleure prise en charge dans ce domaine, avec possibilité d'associer le secteur privé. Il a rappelé que l'Algérie veille à prendre en charge toutes les œuvres universitaires au profit des étudiants. -La jeunesse algérienne est politiquement mûre et l'on attend d'elle une participation massive aux prochaines échéances électorales- Répondant aux questions des étudiants, le président de la République a salué "la maturité politique des jeunes algériens, conscients de la complexité du contexte international actuel marqué par des menaces qui guettent le pays et qui requièrent une mobilisation continue et une plus grande implication dans la vie politique de leur part". Le président de la République a exprimé l'espoir de voir les jeunes participer massivement aux prochaines échéances électorales. Il a rappelé les différentes dispositions et mesures incitatives prises pour associer les jeunes à la vie politique et à la prise de décision, les plus importantes étant la facilitation de l'accès aux postes de responsabilité et l'ouverture du champ politique et son assainissement de l'argent sale. Il a en outre salué la prise de conscience des jeunes algériens face aux tentatives visant à les entraîner vers l'égaré, réaffirmant que "l'Algérie est visée car elle est souveraine dans ses décisions et elle dérange les autres" car elle est un "modèle de réussite" dans la région. Il a, enfin, souligné que les tentatives de déstabilisation du pays ont été déjouées par l'instauration d'une démocratie véritable avec des fondements constitutionnels et des priorités, à leur tête "l'amélioration du niveau de vie du citoyen, l'augmentation de son pouvoir d'achat et la préservation de sa dignité".

## RESSOURCES HYDRIQUES

## « L'avenir réside dans le dessalement de l'eau de mer »

Face à la problématique de la baisse des ressources hydriques, induite notamment par les effets du réchauffement climatique, "l'avenir réside dans le dessalement de l'eau de mer", a affirmé mardi, à Bali (Indonésie), le président directeur général (PDG) de la Compagnie algérienne de l'énergie (AEC), Mohamed Boutabba. M. Boutabba qui participe avec la délégation algérienne au 10ème Forum mondial de l'eau, a affirmé dans une déclaration à l'APS que cet événement international "décline toute la stratégie planétaire de ce qui se rapporte à l'eau, à son utilisation et son optimisation". Devant la baisse des ressources hydriques conventionnelles à laquelle sont confrontés

plusieurs pays du fait des changements climatiques, "l'avenir réside dans l'énergie solaire et le dessalement de l'eau de mer", a-t-il souligné, mettant en exergue l'expérience algérienne reconnue dans ce domaine. A ce propos, il a indiqué que l'AEC qui est une filiale de la compagnie nationale Sonatrach, œuvre à satisfaire les besoins nationaux par la réalisation de stations de dessalement dans le cadre de la politique tracée par les hautes autorités du pays pour faire face au stress hydrique et assurer un accès à l'eau pour tous. "Actuellement, nous sommes sur le point de finaliser, dans à peine sept mois, les cinq stations de dessalement qui sont en cours d'achèvement avec un taux moyen de

60%, avant de passer au deuxième programme complémentaire qui concernera six autres nouvelles stations dans d'autres wilayas", a fait savoir M. Boutabba. Ces projets, une fois réalisés, permettront à l'Algérie d'atteindre une autosuffisance à hauteur de 60%, selon le PDG de l'AEC qui loue la contribution de l'expertise et l'ingénierie algérienne pour la réussite de cet ambitieux objectif. Outre le dessalement de l'eau de mer, M. Boutabba a plaidé pour le développement des sources d'énergies renouvelables, à l'instar de l'énergie solaire, laquelle mixée avec le dessalement permettra, a-t-il noté, de "faire baisser de façon significative" le coût du mètre cube d'eau.